



Université Toulouse - Jean Jaurès

Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques à Toulouse (IPEAT)

Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés

Violences et Migrations au Salvador

Mémoire de 1ère année présenté par Sébastien Gardaz

Sous la direction de Madame Hilary Sanders

Année Universitaire 2019-2020

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier ma directrice de mémoire, Mme Hilary Sanders pour ses conseils, ses corrections et l'encadrement apporté pour la réalisation de ce mémoire.

Je remercie également mes amis Joanna Zaccanti, Julie Peigné, Safia Abdelii, Nolwenn Le Gal et Manuel Medén pour leurs corrections et l'aide apportée lors de la rédaction.

Enfin, je remercie également mes parents pour les relectures effectuées.

Déclaration sur l'honneur de non-plagiat

Je soussigné·e,

Nom, Prénom : Gardaz Sébastien

Régulièrement inscrit à l'Université de Toulouse – Jean Jaurès - Campus du Mirail

N° étudiant :

Année universitaire : 2019-2020

Certifie que le document joint à la présente déclaration est un travail original, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Conformément à la charte des examens de l'Université de Toulouse – Jean Jaurès Campus du Mirail, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire.

Fait à : Péron

Le : 08 juin 2020

Signature : Sébastien Gardaz

Sommaire

<u>Introduction</u>	7
<u>Partie 1 :La question des violences au Salvador</u>	10
1) <u>Situation économique depuis 1992</u>	11
2) <u>La guerre civile salvadorienne et ses conséquences</u>	19
3) <u>Violences dues à la criminalité organisée</u>	23
<u>Partie 2 : Les migrations Salvadoriennes en Amérique du Nord</u>	30
1) <u>Lexique des migrations</u>	31
2) <u>Les migrations salvadoriennes</u>	35
Historique et caractéristiques des migrations salvadoriennes contemporaines.....	35
Migrations de mineurs	39
Une présence féminine plus importante	40
Migrations forcées au Salvador	40
3) <u>Politiques migratoires étasuniennes et remesas</u>	42
Panorama des politiques migratoires aux États-Unis.....	42
Le cas du <i>Temporary Protected Status</i>	43
Les <i>remesas</i>	44
4) <u>Les politiques migratoires mexicaines et les violences durant le transit migratoire</u>	47
Évolutions des routes migratoires	51
Violences criminelles	53
Violences d’acteurs officiels	55
<u>Partie 3 : Politiques publiques et actions privées en faveur des migrations au Salvador</u>	57
1) <u>Les politiques migratoires Salvadoriennes concernant les citoyens salvadoriens</u>	59
Une vision des migrations essentiellement perçues comme économique.....	61
Cas des migrants <i>retornados</i>	62
Un exemple de prise en compte de la violence dans les migrations.....	63
L’État et les institutions tentent de mettre en place des programmes.....	64
2) <u>Étude de cas de l’impact de la violence sur les migrations</u>	68
Les populations optent pour différentes stratégies face à la violence.....	72

3) <u>La prise en charge des migrants expulsés</u>	74
Politique et action publique envers les migrants revenant et les émigrants.....	75
<u>Conclusion</u>	78
<u>Bibliographie</u>	80

Introduction

Les flux migratoires des Amériques n'ont cessé d'évoluer ces dernières décennies et sont devenus, aujourd'hui, un sujet important de la gouvernance des pays américains. La médiatisation importante de certains de ces flux à destinations des États-Unis, comme les caravanes de migrants centraméricains en 2015, a mis en évidence cette problématique concernant les pays d'Amérique Latine et plus particulièrement ceux du Triangle Nord de l'Amérique Centrale. Celui-ci, composé du Guatemala, du Honduras et du Salvador occupe une place importante dans le processus migratoire, qu'il soit frontalier, régional ou international.

Cette étude se focalise sur le cas salvadorien et la relation entre violences et migrations.

Les thématiques de violences et de migrations sont interconnectées dans le cas du Salvador. De ce fait, il nous semblait utile d'étudier ces phénomènes et leurs interactions dans le cas du Salvador contemporain. Pour cela nous avons décidé de nous focaliser sur un pays spécifique, El Salvador. Plus petit pays d'Amérique Latine par la superficie et le plus densément peuplé, il se caractérise par une histoire récente mouvementée.

A partir de 1980, et jusqu'en 1992, le pays fut en proie à une violente guerre civile entre forces gouvernementales et guérilla du FMLN. Les accords de paix de 1992 permirent l'implantation définitive du système démocratique et la fin de la guerre. Cependant, la violence qui se développa lors du conflit perdura au sein de la société salvadorienne post conflit.

Les inégalités socio-économiques perdurèrent tandis que la nouvelle donne géopolitique du narcotrafic international entraîna une hausse de la criminalité et de la violence.

De même, le système politique salvadorien, démocratique depuis 1992, respecta l'alternance entre les deux partis hérités de la période de conflit : l'*Alianza Republicana Nacionalista* et le *Frente Farabundo Marti de Liberacion Nacional* (FMLN). En 2019, pour la première fois un candidat fut élu sans être candidat de l'un ou l'autre des partis. Nayib Bukele fut élu sur un programme basé sur la lutte contre la corruption. En effet, malgré la pérennité du système démocratique, l'État salvadorien et la société sont confrontés à de nombreux problèmes. Parmi les plus importants, nous pouvons citer la corruption, la criminalité organisée et l'impunité.

Les migrations occupent une place primordiale dans la société salvadorienne actuelle. Comme nous le présenterons plus loin, une partie de la population salvadorienne vit désormais hors des frontières nationales, modifiant en cela et la société et l'économie du pays.

Il est important de noter que les revenus des migrations représentent 16 % du PIB du Salvador¹, transformant ce phénomène humain en un véritable enjeu pour la société et l'État salvadorien.

Ce bref aperçu nous présente une société confrontée à la violence, sous de multiples formes, et nous sert de lien pour expliquer l'importance des flux migratoires salvadoriens depuis le début du 21^{ème} siècle.

Le cadre méthodologique de ce mémoire est assez large et varié. Il emprunte ses sources secondaires à différentes disciplines. Cependant, les études en sciences politiques, en sciences des migrations occupent une place principale dans notre corpus. A cela s'ajoute des études historiques, notamment pour l'analyse et la présentation du contexte de la guerre civile salvadorienne, et économiques complétant notre présentation du contexte socio-économique du Salvador.

Les sources primaires proviennent de différentes organisations non gouvernementales (ONG), de rapports gouvernementaux salvadoriens² et d'articles du quotidien *El Faro* et du site de recherche spécialisé sur le crime organisé *Insight Crime*. De même, les rapports et les définitions fournies par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM)³ ont été précieux.

Ainsi, ce mémoire est pour nous l'occasion de questionner les liens entre violences et migrations. Cependant, notre ligne directrice convient d'être complétée. Quelles violences ont lieu au Salvador ? Comment impactent-elles les individus et la société ? Quelle place occupent-elles dans la décision de migrer ? Comment se caractérisent les migrations salvadoriennes ? Quelle action l'État salvadorien peut-il mener dans le domaine migratoire ? Le souhaite-il ? La violence disparaît-elle avec la migration ?

Ces thématiques m'ont particulièrement paru intéressantes du fait de l'importance des phénomènes de violences et de migrations dans les Amériques. Étudier leur interaction et les réactions des États, des sociétés et des individus qui y sont confrontés m'ont semblé pertinentes. Il s'agit de phénomènes assez médiatisés, notamment les violences au Mexique et les migrations dans le cas étasunien. Il nous parut intéressant de nous focaliser sur la situation du Salvador, un pays peu médiatisé et pourtant au cœur de l'interaction entre violences et migrations.

Du point de vue des réponses politiques et sociétales, El Salvador est révélateur de l'influence qu'exercent les États-Unis sur l'agenda politique de ses voisins et des fractures sociales existant au sein des sociétés du Triangle Nord de l'Amérique Centrale.

¹ PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." *Papeles De Población* 22.90 (2016), page 146.

² Política Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante Salvadoreña y su Familia, Gobierno de El Salvador, julio 2017.

Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador.

³ IOM UNMIGRATION, Perfil de gobernanza sobre la migración : la República de El Salvador, mayo 2018.

Notre étude a pour objet le phénomène migratoire au Salvador, ses causes ainsi que les réponses que l'État salvadorien et les institutions internationales apportent, ou essaient, à ce problème.

Toutes ces questions seront abordées au cours des différentes parties. La première s'articule autour de la question des violences au Salvador depuis le déclenchement de la guerre civile en 1980 à nos jours. La seconde est consacrée à l'analyse des migrations salvadoriennes et de leurs caractéristiques. Enfin, nous terminons cette étude par l'analyse des politiques de l'État salvadorien en matière de migrations, l'engagement de la société salvadorienne et les limites réelles à ces politiques.

Partie 1 : La question des violences au Salvador

Ces dernières années l'Amérique Centrale, et plus particulièrement le Triangle Nord de l'Amérique Centrale (El Salvador, Honduras et Guatemala), est confrontée à un important phénomène migratoire. Les raisons de ces flux sont multiples, cependant les causes de violences apparaissent comme un élément important dans la décision de migrer. Par violences, nous désignons tout autant la violence sociale, physique que la violence économique subie par les populations centraméricaines.

1) Situation économique depuis 1992

Tout d'abord, nous allons nous intéresser à la situation économique et son impact sur la société. Nous nous appuyerons principalement sur différents articles de Luis René Cáceres⁴, Nazih Richani⁵ et d'Alisa Garni et Frank Weyther⁶, ainsi que sur différentes données économiques.

Nous essaierons d'expliquer de quelle manière les différentes politiques économiques néo-libérales mises en vigueur depuis la fin du conflit civil ont fragilisé la société salvadorienne et favorisé l'augmentation de la précarité et de l'exclusion sociale, phénomènes menant à une hausse de la violence et de la criminalité.

Nous aborderons particulièrement la *dollarisation* de l'économie salvadorienne et son intégration au *Central America Free Trade Agreement* (CAFTA), mais également les mutations socio-économiques au Salvador depuis 1992.

Bien évidemment, les conséquences socio-économiques ne sont pas seules responsables de la violence et de la criminalité au Salvador. Celles-ci sont le résultat de différents facteurs, interdépendants.

Après son indépendance en 1821 et au cours du 20^{ème} siècle, El Salvador était dirigé par une élite politique tenant son pouvoir de la propriété foncière et de la culture dédiée à l'exportation, notamment de café. Cette élite foncière concentra les terres cultivables entre ses mains, privant ainsi les communautés indigènes de leurs terres et poussant les paysans pauvres à travailler dans les plantations⁷. De fait, comme dans d'autres pays d'Amérique Latine, la question agraire occupa une place centrale dans l'agenda des réformes politiques nationales tout au long du 20^{ème} siècle. Ce modèle économique marqua la société salvadorienne par ses inégalités sociales, qui furent l'un des facteurs de la guerre civile.

La fin de la guerre civile permis de vastes réformes politiques, avec le respect du pluralisme politique et de la démocratie libérale. Cependant, les réformes socio-économiques à l'origine de la guerre civile ne furent pas mises en vigueur lors de la réconciliation entre belligérants. De fait, les structures socio-économiques inégalitaires persistèrent dans un pays affaibli économiquement par une décennie de guerre civile.

4 RENÉ CÁCERES, Luis, Desindustrialización, trabajo y violencia en El Salvador, CEPAL n 125, août 2018, pages 191-223.

5 RICHANI, Nazih. "State Capacity in Postconflict Settings: Explaining Criminal Violence in El Salvador and Guatemala." *Civil Wars* 12.4 (2010): 431-55.

6 GARNI, Alisa, and L. Frank WEYTHYER. "Dollars, "Free Trade," and Migration: The Combined Forces of Alienation in Postwar El Salvador." *Latin American Perspectives* 40.5 (2013): 62-77.

7 MENJIVAR Cecilia, El Salvador: Civil War, Natural Disasters, and Gang Violence Drive Migration, Migration Policy Institute, August 29, 2018.

La guerre civile a entraînée des mutations économiques, notamment une chute de la production agricole, qui fut remplacée par un approvisionnement en denrées alimentaires réalisé sur les marchés internationaux⁸. Garni et Weyther, deux sociologues étasuniens avancent que « *grain prices today stand at 27 percent of their 1978 value, and although 90 percent of Salvadoran households produce grains, they derive only 5 percent of their income to grains sales* »⁹. Cette baisse des revenus dans le secteur primaire, due à la guerre, conduit une partie de la population salvadorienne au chômage ou à l'émigration.

Les conséquences de la guerre sur l'économie ne furent pas compensées par une action de l'État. Celui-ci est sorti affaibli et ne chercha pas à mettre en place des mesures permettant une limitation des inégalités socio-économiques structurelles. Bien au contraire, les différents gouvernements conservateurs (*Alianza Republicana Nacionalista*) souhaitèrent diminuer l'importance de l'État dans la sphère socio-économique. Alors qu'une hausse de l'action de l'État par le biais d'investissements dans des secteurs stratégiques de la société salvadorienne et dans les services publics auraient pu permettre de limiter les inégalités sociales, les réformes économiques de la fin du 20ème siècle affaiblirent et marginalisèrent l'État au profit d'acteurs privés.

Ce processus de libéralisation de l'économie et de la société salvadorienne se caractérisa par la privatisation du système bancaire, par celle du secteur des télécommunications (stratégique et rentable pour un pays ayant des ressortissants à l'étranger), puis celui des transports publics et enfin par le service public de santé, contre lequel il y eut de nombreuses manifestations populaires entre 1999 et 2003¹⁰. L'éducation aussi fut concernée par l'austérité instaurée et vit son budget diminué. Par exemple, on peut citer que « *Between 1998 and 2000, the proportion of public expenditures on education decreased from 16, 6 to 13, 4 per cent; in terms of percentage of the GDP* »¹¹. Par conséquent, les populations les plus affectées par les privatisations des services publics et de l'austérité furent les classes défavorisées.

Toutes ces réformes eurent un impact important, modifiant entre autre, la structure de l'élite économique. Auparavant élite foncière, elle réinvestit ses revenus dans les services publics et les banques salvadoriennes nouvellement privatisées avant de les revendre à des acteurs internationaux. De fait, leur domination économique passa de la propriété foncière à la maîtrise financière. En nous appuyant sur Garni et Weyther qui attestent que « *By 2007, finance was the largest and most dynamic economic sector in El Salvador, followed by transport, warehousing, and*

8 GARNI, Alisa, and L. Frank WEYTHER. "Dollars, "Free Trade," and Migration: The Combined Forces of Alienation in Postwar El Salvador." *Latin American Perspectives* 40.5 (2013), page 65.

9 Ibid.

10 RICHANI, Nazih. "State Capacity in Postconflict Settings: Explaining Criminal Violence in El Salvador and Guatemala." *Civil Wars* 12.4 (2010), page 437.

11 Ibid, page 436.

communications »¹² ce qui témoigne d'une mutation économique du Salvador depuis 1992, passant d'une économie fondée sur l'agro-exportation à une économie de services.

Le changement de fondement de la puissance économique se répercute sur la structure économique du pays et l'emploi. La production manufacturière et l'exploitation agricole, principaux secteurs d'activités, n'étant plus les moteurs économiques nationaux, le chômage augmente. Garni et Weyther avancent quelques données à ce propos: « *Nearly one-third (32 percent) of the national labor force is underemployed, while almost half (49,8 percent) of the jobs in the urban sector are unpaid.* »¹³.

La conséquence que cette vague de réformes néolibérales eut, notamment en matière d'emploi, est importante. En cela, nous nous appuyerons sur les données et l'étude de l'économiste Luis René Cáceres¹⁴, qui montre la corrélation entre la désindustrialisation progressive et l'exclusion sociale, favorisant l'essor de la violence et de la criminalité. De fait, l'ouverture, par le biais du libre-échange était censée apporter une hausse de l'emploi au sein des *maquilas*, usines exemptées de droits de douanes. Or, les individus autrefois employés par le secteur primaire se retrouvèrent plus nombreux sur le marché de l'emploi que les offres nouvellement créées par le système de *maquilas*¹⁵. L'entrée dans le marché commun centraméricain devait présager l'essor de la production industrielle salvadorienne par le système des *maquilas*. Il s'agit de centres de productions installés au Salvador, produisant pour des entreprises étasuniennes (en majorité) ayant délocalisées une partie de leurs activités afin de réduire les coûts de production. Ce système s'intègre parfaitement dans la globalisation productive des biens et services. Par le libre-échange et l'abrogation des frais de douanes, les échanges de biens et services sont facilités. En théorie, pour El Salvador, cette intégration à la mondialisation aurait dû permettre de développer une industrie nationale absorbant une partie de la main d'œuvre libérée par le secteur primaire.

Les conséquences furent toutes autres. L'économie salvadorienne fut mise à mal par le libre-échange car elle n'était pas en mesure de concurrencer l'agriculture étasunienne, qui finit par exporter des marchandises au Salvador tandis que les producteurs nationaux se retrouvèrent au chômage¹⁶. Le système de *maquilas* ne fut pas en mesure d'apporter suffisamment d'emploi. D'après les auteurs « *maquila employment (more than 80 percent women) represents less than 10 percent of total employment in El Salvador and provides at best the minimum wage, covering 88 percent of the basic food basket* »¹⁷, ce qui, à notre sens, témoigne d'une précarisation d'une partie de la population salvadorienne active, en plus d'une hausse du chômage due à la crise du secteur

12 Ibid, page 66.

13 Ibid.

14 CÁ CERES, Luis René, Desindustrialización, trabajo y violencia en El Salvador, Revista de la CEPAL N 125, agosto de 2018.

15 RICHANI Nazih, State Capacity in Postconflict Settings: Explaining Criminal Violence in El Salvador and Guatemala, Civil Wars, Vol 12, No.4 (december 2010), pages 43-437.

16 GARNI, Alisa, and L. Frank WEY THER. "Dollars, "Free Trade," and Migration: The Combined Forces of Alienation in Postwar El Salvador." *Latin American Perspectives* 40.5 (2013), page 72.

17 Ibid, page 73.

agricole. Garni et Weyther avancent que « *tariff reductions under CAFTA threatened an estimated 646,500 jobs in agriculture while providing a maximum of 134,000 in assembly manufacturing* »¹⁸. Cet écart montre l'impact qu'a eu le CAFTA sur l'économie et la société salvadorienne, en termes d'emploi mais également de dégradation de possibilités économiques pour une frange considérable de la population. La pauvreté s'étendit et toucha quasiment 50 % des Salvadoriens en 2006 contre 28 % en 2003¹⁹.

L'augmentation du nombre de chômeurs ainsi que le fait d'être employé dans un domaine dans lequel l'individu ne présente aucune qualification, entraîne un déclassement social. En 2001, le taux de chômage était de 7 %²⁰ tandis que le sous-emploi augmenta pour les 18-25, classe d'âge la plus touchée par la violence et susceptible d'intégrer un gang²¹. De plus, il semblerait que les revenus du travail provenant de cette nouvelle économie salvadorienne soient inférieurs au salaire antérieur, concernant 15,4 % de la population en 2001 puis 17 % en 2002²². En outre, le phénomène d'inflation ne cessa pas malgré l'adoption du dollar, censée y mettre un terme. Par conséquent, les individus les plus défavorisés perdirent en pouvoir d'achat. Cela contraignit une part importante de la population, notamment jeune et masculine, à se tourner vers l'économie souterraine et la criminalité²³.

L'une de ces réformes économiques fut l'adoption du dollar étasunien comme monnaie nationale, en lieu et place du *colón*, en 2000. Cette mesure fut prise par le gouvernement de M.Flores appartenant à l'*Alianza Republicana Nacionalista* (ARENA). Elle fut présentée comme un moyen de mettre un terme aux difficultés économiques du pays, principalement l'inflation²⁴. L'objectif étant, sinon d'y mettre fin, de la maîtriser.

Un autre objectif recherché était d'équilibrer la balance extérieure, largement déficitaire, notamment en œuvrant à « *lower interest rates, promote foreign investment, and diminish transaction costs in international trade* »²⁵.

Malgré l'optimisme affiché lors de l'adoption du dollar, la réalité semble différente. Différents auteurs comme Garni et Weyther considèrent que cette mesure ne fit que renforcer la dépendance du Salvador vis à vis des États-Unis et affaiblir la capacité de l'État à mener à bien certaines de ces missions de services publics et de luttres contre les inégalités en ne contrôlant plus directement les

18 Ibid, page 73.

19 Ibid, pages 72-73.

20 RICHANI Nazih, State Capacity in Postconflict Settings : Explaining Criminal Violence in El Salvador and Guatemala, Civil Wars, Vol 12, No.4 (december 2010), page 437.

21 Ibid, page 437

22 Ibid, page 437.

23 CÁCERES, Luis René, Desindustrialización, trabajo y violencia en El Salvador, Revista de la CEPAL N 125, agosto de 2018, page 203.

24 GARNI, Alisa, and L. Frank WEYTHYER. "Dollars, "Free Trade," and Migration: The Combined Forces of Alienation in Postwar El Salvador." *Latin American Perspectives* 40.5 (2013), page 70.

25 Ibid.

politiques monétaires et économiques par le biais de la banque centrale. La banque centrale du Salvador perd tout pouvoir en matière de politiques économique et d'émissions monétaires et devient dépendante de sa consœur étasunienne. Ainsi, la protection du marché intérieur par des politiques monétaires et économiques spécifiques et adaptées à celui-ci ne fut plus gérée par le Salvador. Cáceres²⁶ met lui aussi en avant la fin de la gestion des politiques monétaires et économiques par El Salvador. La dollarisation ne permet plus, par les politiques monétaires et la dévaluation, de soutenir la compétitivité des exportations, ce qui a un impact en termes d'emploi et de dynamisme économique.

Cependant, les secteurs financiers et bancaires sortirent renforcés par la « dollarisation » de l'économie²⁷ car elle facilita les transactions bancaires et financières en Amérique Centrale ainsi que l'octroi de prêts en dollars. À l'inverse, les biens et les services de bases connurent l'inflation tandis que les salaires baissèrent entraînant une perte de pouvoir d'achat : « *dollars diminished their spending power while the prices of privatized utilities, services, and imported consumer goods were rising (from 33 to 221 percent since 1998)* »²⁸.

La signature en 2004 du CAFTA (*Central America Free Trade Agreement*) entre les États-unis, la République Dominicaine, El Salvador, le Honduras, le Guatemala, le Costa-Rica et le Nicaragua s'intègre pleinement dans cette volonté d'ouverture économique néolibérale.

Au Salvador, l'entrée en vigueur ne se fit pas sans heurts, le FMLN refusant de le ratifier. Cependant, n'ayant pas suffisamment de poids dans l'opposition, le texte fut adopté par le gouvernement de M. Calderón Sol (ARENA). Les conséquences sur l'économie salvadorienne sont importantes. Toujours d'après Garni et Weyther, l'agriculture fut la principale touchée par la libéralisation du marché, avec une hausse des investissements en technologies (engrais et produits chimiques) pour pouvoir produire à grande échelle, ce qui élimina du marché les paysans les plus fragiles économiquement²⁹. De fait, le chômage augmenta et l'emploi dans le secteur agricole diminua³⁰. Luis René Cáceres appuie lui aussi cette vision³¹.

La libéralisation implique la fin de la protection de la production nationale et une baisse, voire une disparition, des tarifs douaniers comme le soulignent Garni et Weyther, qui font remarquer une « *reduction of domestic tariffs on agriculture from 230 percent to 15 percent and Cristiani's closing of the Institute of Regulatory Supplies, which previously bought basic grains at prices above market value to sell abroad, thus guaranteeing prices for domestic producers* »³². Cela modifia l'équilibre

26 CÁCERES Luis René "Consideraciones Sobre La Dolarización En El Salvador." *Realidad* 128 (2017): 209-41.

27 GARNI, Alisa, and L. Frank WEYHER. "Dollars, "Free Trade," and Migration: The Combined Forces of Alienation in Postwar El Salvador." *Latin American Perspectives* 40.5 (2013), page 71.

28 Ibid.

29 Ibid, page 68.

30 Ibid.

31 RENÉ CÁCERES, Luis, *Desindustrialización, trabajo y violencia en El Salvador*, CEPAL n 125, août 2018

32 GARNI, Alisa, and L. Frank WEYHER. "Dollars, "Free Trade," and Migration: The Combined Forces of Alienation in Postwar El Salvador." *Latin American Perspectives* 40.5 (2013), page 68

socio-économique salvadorien et joua un rôle important dans la mise à disposition de candidats à l'émigration.

Cáceres va dans le même sens, expliquant que le libéralisme économique, qui induit une réduction des taxes douanières, entraînerait des conséquences sur le marché de l'emploi salvadorien³³. Celui-ci a vu une partie de sa population active se tourner vers l'économie souterraine et la criminalité tandis que les emplois qualifiés dans l'agriculture et l'industrie en sortirent fragilisés³⁴. En effet, l'ouverture à la concurrence du marché national salvadorien eut des incidences sur les entreprises et les capacités de productions. Celles-ci n'étant pas suffisamment aguerries pour concurrencer les entreprises étrangères en termes de production de biens manufacturiers, cela affecta directement les exportations puis les emplois. Au contraire, les importations augmentèrent afin de subvenir aux besoins d'un marché salvadorien que la production nationale ne parvenait pas à satisfaire en quantité ou en terme de prix³⁵.

Avant 2004, les entreprises jouissaient de la protection des tarifs douaniers rééquilibrant la concurrence avec les entreprises étrangères. Sur le marché de l'emploi, les individus, autrefois employés par le secteur primaire, ne trouvèrent guère d'offres d'emploi correspondants à leurs qualités professionnelles. Le secteur informel représentant également une source d'emploi importante, continua de s'accroître³⁶.

L'autre effet causé par la hausse du chômage agricole fut la hausse de l'urbanisation. Les populations, agricoles et rurales affectées, cherchèrent des emplois en milieu urbain, entraînant une hausse de l'urbanisation, créant ainsi de vastes zones urbaines précaires et défavorisées. Ces zones, ayant peu de services publics et d'opportunités professionnelles, sont concernées par l'exclusion sociale et, donc, sont plus susceptible de sombrer dans l'économie souterraine et la violence.

Richani avance quelques données illustrant ce phénomène d'urbanisation: « *In 1980, 40 per cent of the total population lived in urban areas ; by 1990, it was 47 per cent, and by 2001, it had reached 61.3 per cent, an increase of more than 20 per cent in two decades* »³⁷.

Le marché intérieur salvadorien se retrouva livré aux acteurs internationaux, capables d'investir, de fonder des filiales et de sous-traiter des productions désormais intégrées dans la globalisation. Celle-ci n'était pas que productive. L'élite économique et financière salvadorienne, désormais libérée des entraves tarifaires par le CAFTA put investir son capital au sein du nouveau marché

33 RENÉ CÁCERES, Luis, Desindustrialización, trabajo y violencia en El Salvador, CEPAL n 125, août 2018, page 206

34 Ibid, page 206.

35 Ibid, page 206.

36 GARNI, Alisa, and L. Frank WEYHER. "Dollars, "Free Trade," and Migration: The Combined Forces of Alienation in Postwar El Salvador." *Latin American Perspectives* 40.5 (2013), page 68.

RENÉ CÁCERES, Luis, Desindustrialización, trabajo y violencia en El Salvador, CEPAL n 125, août 2018, pages 206-207.

37 RICHANI, Nazih. "State Capacity in Postconflict Settings: Explaining Criminal Violence in El Salvador and Guatemala." *Civil Wars* 12.4 (2010), page 436

centraméricain tout en cédant ses actifs aux investisseurs étasuniens. Garni et Weyther expriment ce phénomène par « *Shortly thereafter [la promulgation du CAFTA] Salvadoran elites sold interests in these sectors to foreign capital (the United States accounting for roughly 67 percent of foreign direct investment in El Salvador)* »³⁸.

En somme, les réformes économiques eurent un impact sur la violence. Tous ces facteurs sont interdépendants et influent les uns les autres et ont, à mon sens, pour conséquence finale une hausse de la violence.

La réduction de l'action de l'État salvadorien dans le domaine socio-économique se caractérisa par une diminution des dépenses publiques dans divers secteurs clés pour le bien-être de la société. Cela engendre une hausse des inégalités sociales et économiques.

C'est un cercle vicieux : un État faible, réduisant son action dans la sphère socio-économique, contribue à sa propre faiblesse. La baisse des dépenses publiques augmentent les inégalités, celles-ci affaiblissant d'autant plus l'État³⁹. En effet, les inégalités sociales se répercutent sur la représentation politique et ne font que renforcer les secteurs économiques et politiques dominants et opposés à toutes réformes en faveur d'une plus juste répartition des revenus.

Ces élites économiques surreprésentées dans la sphère politique refusant l'intervention de l'État contribuent à son affaiblissement, et par conséquent au renforcement des inégalités. Ainsi, celles-ci agissent directement sur la violence, l'exclusion sociale étant un facteur déterminant de la violence sociale et criminelle. Comme le fait remarquer Cáceres, « *En dicho estudios se añade que la percepción de la población de que el sistema político sirve para mantener privilegios y otorgar favores conduce a segmentos de la población a adoptar otras medidas de expresión política especialmente en términos de manifestaciones contra el gobierno, huelgas, disturbios, asesinatos de políticos, guerra guerrillas y crisis gubernamentales* »⁴⁰.

De fait, la conséquence sur la société des réformes économiques est une décrédibilisation du système politique, une hausse de l'exclusion sociale menant les plus défavorisés et les plus jeunes à se tourner vers la criminalité. Celle-ci apparaît plus à même de proposer un avenir et des revenus que ne le peut la démocratie salvadorienne.

En outre, l'ordre public n'est que plus perturbé par ces inégalités et les options violentes pour apaiser les conflits sociaux semblent être privilégiés.

Cáceres note que face à la stagnation économique du Salvador une des solutions viendrait de l'investissement en capital humain. Or, l'amélioration du capital humain est le fait

38 GARNI, Alisa, and L. Frank WEYTHYER. "Dollars, "Free Trade," and Migration: The Combined Forces of Alienation in Postwar El Salvador." *Latin American Perspectives* 40.5 (2013), page 72.

39 RENÉ CÁCERES, Luis, *Desindustrialización, trabajo y violencia en El Salvador*, CEPAL n 125, août 2018, page 211.

40 Ibid, page 212.

d'investissements publics en infrastructures et en éducation, que les mesures successives néolibérales n'ont fait qu'affaiblir. En effet, elles ne visaient qu'à limiter le poids de l'État et son action dans les domaines socio-économique. Cependant, il semble que l'investissement public permette de créer des conditions favorables à l'investissement privé, par le biais de l'éducation de subventions et d'infrastructures, et qu'il favorise la croissance économique⁴¹. Cette dernière générant des emplois et des revenus, facteurs de cohésion sociale et de pacification de la société.

Cependant, toute hausse des dépenses publiques nécessite une hausse de la fiscalité.

De fait, l'action publique en matière économique permet de lutter contre l'exclusion sociale et les inégalités, terreaux de la violence et de la criminalité.

L'amélioration des institutions, du système éducatif (ou du temps de scolarisation) des infrastructures publiques permet de soutenir le secteur privé dans son action économique et de favoriser la croissance économique. Cela représente un enjeu important pour l'économie salvadorienne, pour laquelle les exportations permettent de rembourser la dette extérieure. Or, celle-ci était de 11,6 % en 1997 contre 22,5 % en 2008⁴². L'écart s'est accentué, témoignant de la dégradation économique sur cette période. Cáceres l'impute à la baisse des droits à l'importation liée au CAFTA et à la politique du gouvernement salvadorien, influencé en cela par le Consensus de Washington⁴³. En effet, l'accord de libre-échange ne concerne pas tous les biens et services.

La dégradation économique génère des tensions sur le marché de l'emploi, facteurs d'exclusion sociale et de précarisation des individus. À terme, les mesures économiques libérales ont eu un impact négatif sur la violence et la criminalité salvadorienne.

41 CÁCERES Luis René "Consideraciones Sobre La Dolarización En El Salvador." *Realidad* 128 (2017), page 223.

42 Ibid, page 227.

43 Ibid, page 228.

2) La guerre civile salvadorienne et ses conséquences

Le conflit civil qui éclata entre 1980 et 1992 ne fut que la conséquence des décennies de violences politiques, économiques et sociales promues par le régime autoritaire dirigeant le Salvador depuis 1932. Les conséquences humaines furent dramatiques. Près de 75 000 personnes perdirent la vie, des milliers d'autres disparurent et 500 000 salvadoriens prirent la route de l'exil⁴⁴, rejoignant soit les grandes centres urbains du pays soit l'étranger et en priorité les États Unis. La guerre bouleversa en profondeur la société salvadorienne.

Le conflit opposa le gouvernement salvadorien au *Farabundo Martí de Liberación Nacional* (FMLN), ensemble politique assez hétéroclite. De fait, à l'origine plutôt de tendance marxiste-léniniste, il évolua au cours de la décennie vers le socialisme réformiste. Les objectifs de ce groupe révolutionnaire étaient de renverser l'oligarchie au pouvoir depuis 1932, et de faire respecter le système démocratique libéral, théoriquement existant. L'oligarchie politique au pouvoir était d'abord économique. Elle rassemblait les grands propriétaires fonciers et producteurs de café, descendants de colons européens, fermement opposés à toute réforme agraire et à toute ouverture politique défavorable à leurs intérêts. Par exemple, en 1972, le président démocratiquement élu vit son élection contestée. De même en 1979.

La conséquence logique de cette domination oligarchique fut l'exclusion sociale d'une grande partie de la population salvadorienne, principalement rurale, indigène et métissée⁴⁵. En outre, cette domination politique et économique ne se fit qu'au prix du maintien d'un appareil d'état répressif, qui ne fit qu'ancrer dans les mentalités nationales l'usage de la violence comme moyen de communication viable.

Le conflit se caractérisa par une surenchère de la violence, avec une répression politique importante. Il s'inscrit dans le contexte global de guerre froide. De ce fait, le régime autoritaire salvadorien reçut l'appui financier et militaire du gouvernement étasunien. Les forces gouvernementales arrêtaient, torturaient, assassinaient bon nombre de citoyens. De plus, leurs supplétifs des escadrons de la mort, groupes paramilitaires formés de membres d'extrême droite et de militaires, terrorisèrent et assassinèrent la population. Un rapport de *Comisión de la verdad*, sous égide ONUisienne considéra que près de 85 % des homicides commis durant la guerre furent le fait de membres liés, directement ou indirectement, aux forces gouvernementales contre 5 % imputés au FMLN⁴⁶. Les auxiliaires gouvernementaux des escadrons de la mort sont pour beaucoup dans cette terreur qui secoua le

44 CHÁVEZ Joaquín, An Anatomy Of Violence In El Salvador, NACLA Report on the Americas, 01 May 2004, Vol.37(6)

45 Ibid, page 92.

46 CHÁVEZ Joaquín, How Did The Civil in El Salvador End? American Historical Review, 2015 Dec, Vol.120 (5), pages 1792-1793.

Salvador. Nous pouvons citer quelques exemples d'assassinats médiatisés, comme ceux de six Jésuites assassinés en 1989 par des membres du bataillon *Atlatl*, unité de l'armée salvadorienne entraînée par les États-Unis⁴⁷ ou celui de l'archevêque de San Salvador Oscar Romero en 1980. Ces crimes restèrent impunis, comme tous ceux ayant été perpétrés durant la guerre par l'un ou l'autre camp. En effet, en 1993, une loi d'amnistie fut présentée par les membres de l'ARENA (le parti conservateur au pouvoir durant la guerre) et entérina l'impunité due aux violences. Initialement, les accords de paix de Chapultepec, signés en janvier 1992, devaient lever le voile sur les crimes de guerre et les violations des droits de l'Homme commis entre 1980 et 1992. L'ONU parraina une *Comisión de la verdad* et « *Ad Hoc Commission* »⁴⁸ dont les rapports mirent en lumière la violence des exactions que subie la société salvadorienne. La loi d'amnistie évoquée plus haut, mit un terme à ces initiatives de justice.

L'impact de ce conflit armé et de l'impunité générale des crimes de guerre sur la société salvadorienne eu de lourdes conséquences. Comme le dit Joaquín Chávez dans son article *An Anatomy of violence*, « *approval toward the use of violence is the general dominant orientation among Salvadoran citizens*⁴⁹ », mettant en avant l'acceptation et l'accoutumance de la société salvadorienne à la violence. Celle-ci, se manifesta durant la guerre civile marquant les populations et les conceptions politiques du pays. Cependant, grâce à la démilitarisation et au processus de paix, la fin du conflit marqua une baisse du taux d'homicides : « *during the first half of the 1990s the homicide rate reached 139 per 100 000 inhabitant, by 2000 it had decreased to 44 per 100 000* »⁵⁰. Le recul nécessaire que nous avons aujourd'hui montre que cette inflexion de la violence n'était que temporaire. La nouvelle réalité criminelle liée au trafic de stupéfiants altéra considérablement l'optimisme passager de la fin des années 1990, faisant du Salvador l'un des pays les plus dangereux au monde.

Le cas du Salvador post guerre civile est intéressant et témoigne de la mutation de la violence liée à la fin du conflit ayant embrasé le pays entre 1979 et 1992. Les accords de pays ayant scellé la fin du conflit entre le gouvernement de M. Cristiani et le FMLN entraînent une baisse du taux d'homicides, mais pas une disparition de la violence⁵¹. En effet, la société salvadorienne est marquée par une acceptation de la violence dont la guerre civile ne fut que l'apothéose. Il existait une violence sociale bien avant le déchirement des années 1980. Suite aux accords de paix, la violence politique décrut, avec la mise en place d'un régime démocratique sur le modèle étasunien.

47 CHÁVEZ Joaquín, How Did The Civil in El Salvador End?, *American Historical Review*, 2015 Dec, Vol.120(5), page 1790.

48 Ibid, page 1792.

49 CHÁVEZ Joaquín, *An Anatomy Of Violence In El Salvador*, *NACLA Report on the Americas*, 01 May 2004, Vol.37(6), page 32.

50 Ibid.

51 BATAILLON Gilles, *Amérique Centrale : Violences et pseudo-démocraties (1987-2018)*.

On ne peut pas en dire autant des habitudes de violences qui ont marqué au fer rouge la société salvadorienne, sortie exsangue de la guerre. Les violences physiques, domestiques, criminelles, sexuelles et économiques perdurèrent⁵². En témoigne les taux d'homicides du pays en 2003 et 2015 qui atteignent respectivement 37,2 et 108,6 homicides pour 100 000 habitants⁵³. En outre, les réformes politiques, sociales et économiques ultralibérales impulsées par les différents organismes internationaux au Salvador ne firent que renforcer les mécanismes de violences, au lieu de pacifier la société. L'amnistie proclamée au lendemain du conflit, en 1993, intégrant les bellicistes au système démocratique auxquels ils s'opposaient ne fit que créer un système basé sur l'impunité de la violence. Les acteurs autrefois violents et militaristes devinrent les principaux promoteurs et garants d'un pacte social salvadorien basé sur la démocratie libérale. Cette mutation du système politique ne dissimule guère les fractures ayant conduit à la guerre, notamment les inégalités économiques et d'accès à la propriété foncière. Seul le régime politique fut modifié par l'accord de Chapultepec, tandis qu'inégalités socio-économiques, violences et corruption en furent les piliers fondateurs.

Dans *Central America's Northern Triangle : Time of turmoil and transitions*, Farah examine les différents facteurs ayant permis cet essor de la criminalité dans le Triangle Nord de l'Amérique Centrale. La démobilisation des guérillas belligérantes du conflit civil salvadorien après les accords de paix de 1992, entraînent une hausse de la criminalité⁵⁴. En effet, un nombre conséquent d'anciens guérilleros et paramilitaires ne firent que transposer l'organisation des structures clandestines politico-militaires nécessaire durant la guerre civile au monde criminel. Les armes, les tactiques et les hommes contribuèrent à militariser les organisations criminelles et à les développer. De plus, l'accord de Chapultepec mettant un terme à la guerre civile et instaurant un régime démocratique, intégra les structures politiques (le FMLN) au jeu démocratique, ce qui eut pour effet de légitimer des hommes politiques faisant partie intégrante de guérillas dégénérées en organisations criminelles⁵⁵. De ce fait, un certains nombres d'anciens militaires, guérilleros ou paramilitaires furent intégrés à la vie politique publique tout en s'affirmant comme des chefs criminels de premier plan. Les partis politiques émanant de ses entités guerrières, soutiennent leurs avatars démocratiques, devenus des organisations criminelles.

Cette consanguinité d'intérêts criminels et de certains membres de la classe politique salvadorienne se traduit par un manque de transparence de l'État en matière de politique judiciaire et de lutte contre le blanchiment d'argent. Farah cite quelques exemples indiquant la fusion de l'État et des organisations criminelles⁵⁶. Commençons par les évasions d'éminents membres du crime organisé

52 Ibid.

53 Ibid.

54 FARAH Douglas, *Central America's Northern Triangle : A time for turmoil and transitions*, PRISM, Vol.4, No.3 (2013),

55 Ibid, page 97 et page 103.

56 Ibid, page 104.

national. Puis d'autres affaires éclairent cette fusion, comme celles concernant Herbert Saca⁵⁷, homme politique lié au crime organisé et accusé de blanchiment d'argent. Il est le cousin de l'ancien président du Salvador Antonio Saca, incarcéré pour détournement de fonds public. Ces exemples témoignent en outre de la culture de l'impunité qui semble exister au Salvador, car certains acteurs du conflit civil purent intégrer la vie politique et économique dans l'immédiat après-guerre sans être inquiétés de leurs exactions commises entre les années 1980 et 1992. Cette impunité persiste désormais pour les acteurs criminels et leurs alliés politiques. Cette situation particulière de consanguinité politico-criminelle pourrait, à notre avis, générer une instabilité socio-économique. En effet, la captation de ressources illégales par des acteurs criminels et étatiques, basées sur l'extorsion, la violence ou la corruption, peut engendrer une méfiance envers les autorités voire un rejet des institutions et une forme de violence sociale.

Cependant, la démobilisation n'est pas l'unique cause d'explosion de la violence au Salvador. Des paramètres d'ordres de la géopolitique criminelle internationale favorisèrent cet essor et firent du Triangle Nord de l'Amérique Centrale un carrefour privilégié du trafic de drogues.

⁵⁷ <https://es.insightcrime.org/investigaciones/el-arreglista-y-la-oportunidad-perdida-de-la-policia-de-el-salvador/>, page consultée le 17/05/2020.

3) Violences dues à la criminalité organisée

Certains auteurs comme Douglas Farah⁵⁸ et David Cantor⁵⁹ mettent l'accent sur l'ampleur de la criminalité organisée et de la violence due aux gangs dans le Triangle Nord de l'Amérique Centrale. D'après Douglas Farah, le Triangle Nord de l'Amérique Centrale serait concerné par 95 % du transit de cocaïne à destination des États-Unis⁶⁰. Cette région est un point de passage terrestre et maritime obligatoire pour le transit de marchandises illicites produites en Amérique du Sud et se déversant sur le marché étasunien. La lutte pour le contrôle de ce trafic lucratif est intense dans cette région stratégique. Les différentes factions criminelles cherchent à contrôler les points de relais entre les zones de production et celles de consommation, des zones maritimes ou des aéroports clandestins ainsi que les différents points de passages de la route panaméricaine. Les pays du Triangle Nord sont confrontés à des vagues de meurtres liées aux guerres des gangs ainsi qu'à leurs politiques de *mano dura* (inspirées du modèle étasunien de la « guerre contre la drogue ») mais également aux enlèvements, à la corruption généralisée, à l'extorsion et aux intimidations⁶¹. Les gouvernements ne semblent ni avoir la volonté de s'opposer à ce phénomène ni les moyens pour y parvenir, de nombreux acteurs étatiques nationaux et locaux étant impliqués directement ou indirectement dans le trafic de stupéfiants⁶². Par ailleurs, les entités criminelles et les partis politiques (post 1992) émanent des mêmes structures ayant participé à la guerre civile (guérillas ou paramilitaires). L'échec de la confrontation entre les forces de sécurité et les TOC (*Transnational Organized Crime*)⁶³ a conduit à une redéfinition des relations entre les acteurs. Les TOC comme Farah les dénomme sont les groupes criminels transnationaux bénéficiant des conditions du libéralisme économique inspiré du modèle étasunien en Amérique Centrale pour accroître leur potentiel économique et leur mainmise sur les ressources illicites et les économies légales de la région. Ce sont en quelques sortes des multinationales (ou transnationales) criminelles. Actuellement, les cartels mexicains des Zetas et du Sinaloa sont les plus importants et étendent leur contrôle territorial, militaire et économique depuis leurs bases mexicaines (respectivement au Tamaulipas et au Sinaloa) jusqu'à la frontière sud du Mexique et au Guatemala. Cependant, les pays du Triangle Nord ne sont pas épargnés et des accords entre les puissants cartels mexicains et des acteurs locaux étendant leur influence jusque dans cette zone, accroissant la concurrence et la violence pour se rendre maître du trafic. La présence des cartels mexicains augmente la corruption des fonctionnaires ainsi que des membres des forces de sécurité participent au trafic de drogues. De plus, il n'est pas rare que fonctionnaires et criminels joignent leurs forces afin d'éliminer un

58 FARAH Douglas, *Central America's Northern Triangle: time of turmoil and transitions*.

59 CANTOR David, *As deadly as armed conflict? Gang violence and forced displacement in the NTCA*

60 FARAH Douglas, *Central America's Northern Triangle: time of turmoil and transitions*, page 90.

61 Ibid, page 90.

62 Ibid, page 95.

63 Ibid, page 89.

concurrent lors d'opérations conjointes. De même, les informations circulent entre les forces de sécurité et les gangs.

La violence excessive que subit El Salvador provient de la rude concurrence en matière de trafic de stupéfiants (principalement) dans un territoire stratégique pour le transit à destination des pays du nord du continent. Tous les acteurs, qu'ils soient locaux ou étrangers, cherchent à dominer le marché ce qui explique les vagues de violences ainsi que les politiques menées par les forces de sécurités de types *mano dura*. Farah note que « *This transactional paradigm explains some of the anomalies of the region : prisons are overcrowded on a massive scale, yet homicides rates are the highest in the world and the impunity rate for homicides is above 90 percent* »⁶⁴.

David Cantor pose le problème de la violence dans cette région comme un véritable désastre humanitaire, faisant un parallèle avec les conflits armés sévissant dans d'autres parties du monde, telle l'Irak ou l'Afghanistan. Il montre également le rôle que joue cette violence dans les déplacements forcés de populations, notamment les affrontements entre forces de sécurités et gangs, modèles basés sur la guerre contre la drogue américaine et ayant des répercussions importantes sur les taux d'homicides et d'incarcérations au Salvador. Cantor révèle également l'importance que joue l'incarcération dans la structuration des gangs salvadoriens. En effet, ceux-ci sont nés, à l'origine, dans les prisons californiennes avant de s'épanouir en Amérique Centrale. Les prisons, surpeuplées, sont des centres de recrutement, de formation et de structuration des gangs.

La genèse de cette violence criminelle provient des *maras*. Ce sont des gangs californiens composés de Salvadoriens, emprisonnés aux États-Unis, avant d'être expulsés vers le pays d'origine de leurs parents. Au Salvador, 2/3 des meurtres sont le fait des gangs (en 2015). Ils possèdent des effectifs plus importants que les forces armées et la police salvadorienne réunies : 60 000 membres de gangs estimés contre 50 000 membres des forces de sécurités pour 6 000 000 d'habitants⁶⁵.

Les structures criminelles tendent à ressembler à celles des guérillas (type FARC) ; elles contrôlent leur territoire avec extorsion des populations et font figure d'autorité légitime dans les zones gérées. Cela se caractérise par une violence envers les opposants, par une gestion économique des ressources (prise en charge du trafic et intégration des populations à ce dit trafic) et infiltration de l'économie légale par le blanchissement⁶⁶.

Les gangs possèdent une structure horizontale mais restent affiliés à un des deux gangs nationaux plus puissants (M-13 et B-18), qui s'affrontent pour le contrôle du trafic de drogue ou décident des trêves au niveau national. Cette coopération nationale entre gangs affiliés se caractérise par des opérations de type militaire contre les gangs rivaux ainsi qu'envers l'état⁶⁷. À l'origine dépendant du centre décisionnel américain, ces gangs sont aujourd'hui émancipés et tendent à inverser le

64 FARAH Douglas, *Central America's Northern Triangle: time of turmoil and transitions*, page 91.

65 CANTOR David, page 84

66 Ibid.

67 Ibid.

rapport de domination avec les filiales américaines. Celles-ci sont dépendantes des structures centraméricaines⁶⁸.

Tous ces facteurs génèrent une concurrence féroce et donc de la violence. Celle-ci concerne les membres de gangs eux-mêmes mais également les populations soumises à leur autorité. En outre, les forces de sécurités nationales ne sont pas en reste en matière de violences, qu'elles soient destinées aux *pandilleros* ou envers les habitants des quartiers gangrenés par leur présence.

À titre d'exemple, nous pouvons citer le cas de San Salvador qui avait un taux de 199,3 homicides en 2015⁶⁹. L'OMS considère qu'un taux de 10 homicides pour 100 000 habitants est épidémique⁷⁰. David Cantor ajoute que « *In some smaller Salvadorian municipalities, a murder rate of over 300 homicides per 100 000 of populations has been recorded* »⁷¹. Cette violence est inégale. Elle ne se répartie pas de manière homogène sur le territoire salvadorien et varie en fonction de la géopolitique criminelle (principalement de la drogue). Les axes de communications routiers et maritimes sont les plus meurtriers ainsi que les marges frontalières. Comme l'affirme Reyes, « *revenge against the police and their families in Honduras and El Salvador* »⁷² sont monnaie courante et témoigne d'une intimidation envers les forces de l'ordre et d'un rapport de force favorable aux entités criminelles. « *The massacres of civilian populations, such as the burning of a public transport minibus in El Salvador in 2010, which caused the death by asphyxia and burning of 17 people, including women and children* »⁷³ témoigne d'une mise en scène macabre du pouvoir qu'exercent les gangs et de leur capacité à soumettre la société à leur autorité. Il s'agit de campagnes de communication visant à affirmer son autorité et à intimider les potentiels opposants. Cet exemple met en lumière cette violence qui s'exerce quotidiennement au sein de certaines villes et quartiers salvadoriens.

Toutes ses actions ne font que décrédibiliser l'État, notamment au Salvador, et qu'accroître la défiance des populations à son égard. L'État salvadorien n'étant pas en mesure de protéger sa population ou d'affirmer sa souveraineté sur une partie de son territoire, ce sont des pans entiers de ce dernier (généralement des territoires ruraux et en marges des centres de pouvoirs mais primordiaux dans le trafic de stupéfiants) qui passent sous contrôle des narcotrafiquants. En outre, cette domination semble acceptée par les populations qui préfèrent composer avec les *pandilleros*, qui apparaissent comme les véritables gagnants de la confrontation avec l'état. Cela légitime leur domination.

68 Ibid.

69 CANTOR David, *As deadly as armed conflict? Gang violence and forced displacement in the NTCA*, page 80.

70 REYES Miguel, *Violences in times of peace*, page 1

71 CANTOR David, *As deadly as armed conflict? Gang violence and forced displacement in the NTCA*, page 81

72 REYES Miguel, *Violences in times of peace*, page 7

73 Ibid.

Le narcotrafic n'est pas seulement une menace pour la vie des individus et une source de déstabilisation socio-économique. Il est également une cause d'érosion de la légitimité démocratique, au sein d'états ayant récemment adopté le modèle de démocratie libérale. Pour le Salvador, il fallut attendre la fin de la guerre civile et les accords de paix de 1992 pour que progressivement la démocratie soit effective. L'État est faible et ses capacités d'action limitées par le manque de moyens financiers. Cette incapacité à juguler la présence des cartels et à participer au trafic de stupéfiants, affaiblit l'état sur le plan moral et ne fait que renforcer l'aura et la puissance des différents acteurs criminels. La faiblesse de l'État le pousse à négocier des accords avec les gangs, or celle-ci ne fait que confirmer leur puissance et en faire des interlocuteurs nationaux privilégiés. Au contraire, l'État est décrédibilisé générant un cercle vicieux. Les citoyens et les fonctionnaires, ayant conscience de sa faiblesse interagissent directement avec les seuls acteurs à même de répondre à leurs besoins directs ; les groupes criminels. Ceux-ci exercent une sorte de pouvoir effectif sur des zones entières (comme La Libertad au Salvador, ville portuaire située sur l'océan Pacifique, à l'ouest de San Salvador) le soumettant à l'extorsion, rackettant les populations en échange d'une protection (contre eux-mêmes, cela va de soi), enrôlant les jeunes hommes dans les gangs et les filles n'ont guère d'autres opportunités que d'être les compagnes de membres des *maras*.

El Salvador, tout comme le Mexique et ses voisins du Triangle Nord, fut impacté par l'offensive américaine contre les cartels colombiens durant les années 1990 et devint un intermédiaire important du trafic de drogues (principalement de cocaïne). Les voies de transit de stupéfiants changèrent, passant des Caraïbes à l'Amérique Centrale. Ces nouvelles routes bénéficièrent de la proximité avec le Mexique, autrefois intermédiaire devenu de fait l'acteur prédominant sur la scène criminelle, et d'un désintérêt des autorités américaines néo-victorieuses des cartels colombiens. Cette situation favorable se renforça encore avec le lancement en 2006 par Felipe Calderón, alors président du Mexique, d'une guerre contre la drogue dans son pays. Comme Farah le souligne, les cartels « migrèrent » alors du Mexique afin d'échapper à la pression étatique. Ils trouvèrent dans les pays frontaliers du Honduras et du Guatemala des conditions idéales pour le développement de leurs activités criminelles⁷⁴. Le Salvador fut également concerné par ces bouleversements criminels. La forte participation locale au crime organisé et au trafic de drogues limita la pénétration des cartels mexicains sur le marché national⁷⁵.

Les conditions permettant l'assise criminelle des cartels mexicains dans les pays du Triangle Nord de l'Amérique Centrale sont multiples. Nous les exposons ici par souci de clarté même si notre pays d'étude, El Salvador, est le pays le plus épargné par la présence des cartels mexicains.

74 FARAH Douglas, *Central America's Northern Triangle: Time of turmoil and transitions*, page 98.

75 Ibid, page 103.

Tout d'abord, le Honduras, le Guatemala et El Salvador sont confrontés à une faiblesse de leurs États souverains respectifs, que la présence des cartels supplante dans certaines parties du territoire national ainsi que des secteurs de l'économie légale. De plus, le marché criminel local est développé et bien implanté, fournissant une certaine main d'œuvre aux organisations criminelles locales ou transnationales (principalement mexicaines). Les autorités de contrôle américaines et nationales ne sont pas en mesure de surveiller et de contrôler ces zones proches des centres décisionnels des cartels (le Sinaloa pour le cartel éponyme et le Tamaulipas pour le cartel des Zetas) et du marché de stupéfiants que représentent les États-Unis. L'installation des organisations criminelles mexicaines se caractérise par une redéfinition de leurs activités, avec une forme de contrôle souverain et fiscal dans les zones contrôlées par les Zetas. Ces derniers mettent en place des « taxes » sur les marchandises illicites transitant par leurs territoires ainsi qu'une « fiscalité » basée sur l'extorsion des populations vivant dans leur orbite. Cette diversification criminelle montre l'ampleur du problème auquel sont confrontés les États dans cette partie du monde mais aussi l'impact de leur emprise sur l'économie légale. Nous parlerons de ceci dans une prochaine sous partie.

L'analyse Farah nous permet de faire une analogie du fonctionnement des *TOC* avec celui des multinationales agissant au sein du système économique contemporain. Nous développerons certaines de nos idées au cours d'autres parties ultérieures, cependant il est important de noter que ces groupes fonctionnent sur différents secteurs criminels, dans différents pays intégrés au sein d'organisations multilatérales comme le CA-4 en Amérique Centrale. De nombreux traités économiques ainsi que des réformes administratives et économiques imposées par des organisations internationales au cours de la dernière décennie du 20ème siècle ont amené El Salvador à devenir un territoire propice au développement de la criminalité. Ces conditions ont conduit un État nation faible, peu centralisé et ne disposant de peu de recettes fiscales, à être marginalisé de plus en plus, favorisant le secteur privé.

Le contrôle des ressources explique donc cette recrudescence des violences au sein d'une société pauvre et inégalitaire où la participation aux activités criminelles apparaît comme le moyen le plus efficace de gagner de l'argent et de subvenir à ces besoins. Les populations salvadoriennes vivant dans les zones contrôlées par les *maras* n'ont guère de perspectives d'évolutions sociales et économiques tandis que l'extorsion et le trafic de stupéfiants sont de lucratives sources de revenus. Il existe un style de vie lié au narcotraffic qui, on peut le supposer, attire des jeunes démunis et sans perspectives d'avenir scolaire ou professionnel, qui voient dans le crime un moyen de s'élever dans la hiérarchie sociale.

Les citoyens vivant dans les quartiers confrontés à la violence criminelle ne peuvent s'exprimer sous peine d'être exécutés. Les préjugés sociaux accompagnent ses individus en dehors de leur quartier ou village, ce qui limitent leur chance d'accéder à un emploi ou à divers services. Nous pouvons supposer que leur marginalisation n'en est que renforcée, mettant ainsi une importante main d'œuvre à disposition des groupes criminels.

De fait, la question des violences dues aux gangs et aux politiques de *mano dura* mises en place par l'État salvadorien au début des années 2000 poussent une partie de la population salvadorienne à émigrer ou du moins à l'envisager. En effet, les causes de la violence (gangs, forces de sécurité corrompues ...) sont présentes sur tout le territoire national, ce dernier étant exigü. Les individus fuyant les zones contrôlées par les gangs afin d'échapper à un enrôlement forcé, à l'extorsion de leur commerce ou à des violences sexuelles ne perçoivent leur salut que dans l'émigration. En restant au Salvador, ces individus s'exposeraient à des exactions punitives de la part des gangs honnis. La présence des gangs, affiliés à l'une des deux leur contrôle. Des indicateurs, des individus soumis à l'autorité des gangs dans certains quartiers permettent aux criminels d'exercer des représailles. De même, nombre de salvadoriens ne font pas confiance à la police et à l'armée pour les protéger des *pandilleros*. Ils les considèrent comme partie du problème de violences et craignent qu'en témoignant auprès de la police elle ne les livre aux gangs.

Les partis politiques soutiennent donc les entités criminelles, qui sont généralement des anciennes guérillas dégénérées. Cette fusion criminelle peut être illustrée par divers exemples : les affaires Herbert Saca et Miguel Menéndez, l'acquisition de biens immobiliers, de sociétés, d'équipes de football facilitée par les acteurs politiques, aussi bien au niveau local que national⁷⁶.

Le fait qu'aucune politique anti blanchiment ne soit en vigueur dans le pays est encore plus éloquent et témoigne de la faiblesse de l'État et des institutions face à ce problème⁷⁷. Des efforts semblent être faits depuis l'élection de M.Bukele en 2019.

La nomenclature criminelle salvadorienne se caractérise par une multitude d'acteurs locaux et nationaux et une marginalisation (actuelle) des cartels mexicains. Cette situation pousse les cartels à employer les différents gangs locaux, comme *MS-13* et *Barrio 18*, ainsi que de passer des accords avec des fonctionnaires salvadoriens, aux différents échelons de l'administration nationale, afin de faciliter le trafic de stupéfiants. La position d'intermédiaires qu'ont les Salvadoriens au sein de ce trafic international, leur assure des revenus importants et renforce leur domination politique et socio-économique sur le territoire national.

⁷⁶ FARAH Douglas, Central America's Northern Triangle: Time of turmoil and transitions, page 104.

⁷⁷ Ibid, page 105.

Ainsi, nous avons abordé différentes caractéristiques de la société et de l'histoire récente du Salvador sous le prisme de la violence et des inégalités socio-économiques. Celles-ci sont interconnectées, interdépendantes et favorisent les migrations, que nous aborderons dans la prochaine partie.

La guerre civile et la criminalité importante, connectées aux réponses politiques en la matière, ont développé des niveaux de violences élevés. Maintenant, nous allons essayer de voir les liens existant, l'influence que ces différentes violences ont sur les migrations.

PARTIE 2 : Les migrations Salvadoriennes en Amérique du Nord

Après avoir exposé lors d'une première partie les différents facteurs de violences et d'inégalités qui touchent El Salvador, nous nous intéresserons cette fois-ci aux migrations salvadoriennes. Les liens entre violences, inégalités socio-économiques et volonté de migrer étant présentés auparavant, cette partie sera consacrée aux migrations. Ainsi, nous nous intéresserons aux caractéristiques des migrations salvadoriennes et aux différents cadres juridiques auxquels sont confrontés les citoyens salvadoriens à l'étranger (principalement les législations mexicaines et étasuniennes).

Cependant, notre analyse portera également sur les violences subies lors de la migration et leurs rôles dans l'évolution des flux migratoires transitant par le Mexique.

Avant toute chose, il convient de présenter brièvement les différents termes lexicaux attachés aux migrations et que nous utiliserons tout au long de cette partie.

1) Lexique des migrations

Quand on parle de migrations, notamment de migrations internationales, il existe un vocabulaire et un champ lexical propre qu'il convient de présenter. De fait, cette sous partie n'a d'autre utilité que de définir quelques concepts et termes permettant une plus ample compréhension. Pour ce faire, nous nous appuyons principalement sur les définitions données par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) et du Haut-Commissariat aux Réfugiés (UNHCR), organes de l'Organisation des Nations Unies (ONU) traitant des migrations et des réfugiés.

Tout d'abord, dans le cadre de notre analyse, nous nous penchons principalement sur l'impact de la violence et des inégalités sur les migrations. L'un des termes principaux et récurrent sera celui de migrations forcées. Celles-ci désignent l'ensemble des mouvements de populations involontaires, générées par des facteurs extérieurs. María Dolores Paris-Pombo en donne une plus ample « *El derecho internacional distingue claramente entre la migración forzada y la voluntaria. En el primer caso, tiene en cuenta exclusivamente los factores de expulsión y considera la movilidad como la única opción para preservar la vida ante situaciones de guerras civiles, catástrofes naturales, persecución política, etcétera. En cambio, se considera que los migrantes económicos tienen cierto grado de elección y su movilidad es causada no sólo por factores de expulsión, sino también por la posibilidad de alcanzar la prosperidad en los países de destino, con empleos mejor remunerados y una educación de mejor calidad* »⁷⁸.

Ces mouvements peuvent aussi bien être internes ou internationaux. Les déplacements internes ont pour cadre les limites d'un état-nation, dans notre cas El Salvador.

Au contraire, les migrations internationales ont pour cadre différents États, différentes régions voire continents. Ainsi, les mouvements migratoires concernant les Salvadoriens impliquent différents pays ayant chacun un rôle dans le processus migratoire. Ils sont pays d'origine, de transit et de destinations. Ici, El Salvador est le pays d'origine des migrations que nous étudions. L'OIM définit ceci comme étant : « pays de nationalité ou ancien pays de résidence habituelle d'une personne ou d'un groupe de personnes ayant migré à l'étranger, de façon régulière ou irrégulière »⁷⁹. Le pays de transit est, quant à lui, le « pays que traverse une personne ou un groupe de personnes pour se rendre dans le pays de destination ou, quittant le pays de destination, pour se rendre dans le pays

78 PARÍS-POMBO María Dolores, Migraciones Forzadas Desde El Triángulo Del Norte De Centroamérica, Revista Antropología Americana, Vol.1 Num.1, 2016, pages 11-12.

79 <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>, page consultée le 27/02/2020.

d'origine ou de résidence habituelle»⁸⁰. Notre étude parlera du cas du Mexique et de son rôle primordial dans le transit migratoire nord-américain.

La dernière étape de la migration internationale est le pays de destination. Nous reprenons également la définition qu'en donne l'Organisation Internationale des Migrations, « Dans le contexte de la migration, pays vers lequel se dirige une personne ou un groupe de personnes migrant de façon régulière ou irrégulière»⁸¹.

Les acteurs principaux des flux migratoires (c'est à dire des départs, arrivées, retours ou transits) sont nommés de différentes manières. On peut utiliser les termes d'immigrants, d'émigrants et de migrants, chacun ayant une vision différente d'un même phénomène.

Le terme de migrant englobe tous les individus pratiquant la migration. C'est à dire qu'aussi bien les migrants réguliers, les migrants illégaux, les migrants économiques ou universitaires, les réfugiés sont intégrés dans la définition de migrant. Chaque individu quittant son domicile pour franchir une frontière ou s'établir dans une autre région du pays (migration interne) est un migrant. De fait, il ne s'agit pas d'une catégorie juridique bien définie mais plutôt d'un terme générique témoignant d'une variété de situations.

Les termes d'immigrants et d'émigrants sont très utilisés. Le premier témoigne de la vision depuis le pays d'arrivée, les individus quittant un autre pays pour s'y établir. Dans notre cas, les Salvadoriens arrivant aux États-Unis ou au Mexique et s'y établissant.

Le terme d'émigrant témoigne du point de vue du pays de départ. Les émigrants sont ceux qui quittent leur pays d'origine afin de s'établir à l'étranger ou dans une autre région.

Évoquons maintenant les termes liés aux populations actrices des migrations. Celles-ci génèrent des flux de populations multiples dont la composition est également très hétéroclite.

Ainsi, certains individus sont des migrants réguliers, ayant l'autorisation de circuler, de franchir les limites frontalières des États et d'y transiter par le biais de documents légaux.

D'autres sont des migrants illégaux. L'OIM les définit comme un « Mouvement de personnes contrevenant aux lois, aux réglementations ou aux accords internationaux qui régissent l'entrée ou la sortie du pays d'origine, de transit ou de destination»⁸².

Les flux migratoires de populations irrégulières se caractérisent de différentes manières. Ainsi certains migrants sont demandeurs d'asile ou cherchent à obtenir le statut de réfugiés, permettant un statut légal à l'intérieur des pays de transit et/ou de destinations.

Le demandeur d'asile est une « Personne sollicitant la protection internationale. Dans les pays appliquant des procédures d'examen individualisées, le demandeur d'asile est une personne dont la

80 Ibid.

81 Ibid.

82 Ibid.

demande d'asile n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive de la part du pays d'accueil potentiel. Tout demandeur d'asile n'est pas nécessairement reconnu comme réfugié à l'issue du processus, mais tout réfugié a, dans un premier temps, été demandeur d'asile »⁸³.

Le statut de réfugié fut établi par la Convention relative au statut de réfugié de 1951. Le droit international a donc, initialement, impulsé les droits concernant les réfugiés dont les États signataires ont dû adapter leur législation. Ainsi, l'ONU détermine le statut de réfugié comme une « Personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner »⁸⁴.

Nous verrons plus loin le cas des demandes d'asiles émanant de migrants Salvadoriens confrontés à la violence et au marasme économique, responsables de leur départ.

Les législations nationales (que ce soit dans le cas du transit ou de destination migratoire) doivent être en accord avec les traités internationaux traitant des migrations et des droits de l'Homme.

Le droit international donne un cadre juridique à la migration, que les nations doivent mettre en conformité et en application, du moins en théorie.

Cependant, il convient de préciser que les migrations, nationales ou internationales, sont régies par des cadres juridiques nationaux qui suivent les tendances et les évolutions politiques liées à la gouvernance migratoire. Nous reviendrons sur ce thème lors de notre sous partie se focalisant sur les cadres juridiques et les politiques migratoires en vigueur des deux côtés du Rio Grande.

Les frontières des États sont des enjeux importants de la gestion des flux migratoires internationaux et sont l'objet de politiques migratoires spécifiques, généralement intégrées dans des accords internationaux, comme c'est le cas entre le Mexique et les États-Unis.

De fait, il semble important de noter que les phénomènes migratoires ne peuvent être gérés que par des accords multilatéraux, bilatéraux ou internationaux permettant une prise en charge des causes de migrations et des conséquences migratoires dans les pays de transits et de destinations.

Idéalement, les politiques migratoires sont des orientations, des moyens et des individus capables de répondre aux problématiques générées par les mouvements de populations. De même, elles ont pour objectif de surveiller et d'interdire l'accès de territoires aux migrants illégaux, comme de garantir le respect des droits de l'Homme et la protection des migrants transitant ou s'installant sous leur juridiction.

83 Ibid.

84 Ibid.

Il s'agit du cadre légal d'application en matière migratoire. Les politiques migratoires sont appliquées par des organismes publics, ou par des organismes accrédités, qui se chargent de la prise en charge des migrants, de l'accueil, de leur protection, de leur détention, de leur régularisation ou de leur expulsion vers leur pays d'origine.

2) Les migrations salvadoriennes

Ces dernières années, comme nous avons pu le présenter au cours de la première partie, El Salvador a vu la violence, due notamment aux gangs, augmenter. Elle est un facteur déterminant dans la prise de décision de migrer.

Cependant, les migrations salvadoriennes importantes depuis les années 1970-1980 n'ont pas toujours été caractéristique du développement de la violence criminelle et proviennent de facteurs multiples.

Au cours des années 2010, les migrations centraméricaines sont devenues plus importantes, que celles originaires du Mexique. Au sein des migrants Centraméricains, les Salvadoriens occupent une place importante que nous allons présenter succinctement.

Historique et caractéristiques des migrations salvadoriennes contemporaines

Tout au long du 20^{ème} siècle, les migrations occupent une place importante dans l'histoire du Salvador.

Le système latifundiaire basé sur les cultures intensives occupait une part importante des terres cultivables, dans un pays ayant une superficie très faible. De fait, l'accès à la terre et à la propriété foncière fut limité, obligeant bon nombre de paysans désœuvrés à migrer. Les pays d'Amérique Centrale, comme le Honduras, accueillirent une part de ces travailleurs, jusqu'à la guerre dite du football de 1979, opposant El Salvador et le Honduras. L'une des conséquences de ce conflit fut le renvoi des migrants salvadoriens dans leur pays d'origine, ainsi que l'essor de violences à leur rencontre au Honduras⁸⁵. Celles-ci se renforcèrent devant l'afflux de Salvadoriens cherchant à fuir la guerre civile à partir de 1980.

Ce qui ressort de ces événements est une forme de migration frontalière, envisagée comme un refuge face aux violences. L'hostilité du Honduras à les accueillir modifia les flux migratoires.

De ce fait, les Salvadoriens cherchèrent d'autres pays où trouver refuge. Le Mexique apparut comme une solution viable, d'autant plus que les guatémaltèques fuyant eux aussi la guerre s'y réfugièrent en nombre. Initialement, le Mexique refusa d'accueillir les migrants et les renvoya vers leurs pays d'origines.

La situation évolue cependant avec la collaboration entre l'UNHCR et le gouvernement mexicain au cours des années 1980. De fait, les migrants reçoivent de l'aide, des camps de réfugiés sont créés au Chiapas et le cadre légal mexicain évolue. 30 000 Salvadoriens se verront octroyer un visa au

85 PARÍS-POMBO María Dolores, Migraciones Forzadas Desde El Triángulo Del Norte De Centroamérica, Revista Antropología Americana, Vol.1 Num.1, 2016, page 18.

cours des années 1980⁸⁶ tandis que 160 000 à 235 000 auraient trouvé refuge au Mexique et 500 000 aux États-Unis⁸⁷. Seule une infime partie vit sa situation régularisée.

L'évolution du conflit conduisit à une modification de la politique de contrôle mexicaine. À partir de 1983, afin de limiter l'entrée des Salvadoriens, ceux-ci doivent avoir un visa. Ce changement de politique diminua les flux d'entrées légales, notamment comme touristes, et augmenta les flux clandestins. En effet, obtenir un visa nécessitait d'avoir du temps et de l'argent, choses rares lorsque l'on doit fuir un pays en guerre.

Nous avons présenté la situation postérieure à la guerre civile salvadorienne. De fait, les nombreuses difficultés socio-économiques ainsi que la nouvelle donne politique issue des accords de paix ne permirent pas d'endiguer les vagues d'émigration durant les années 1990 et 2000.

Les flux migratoires en provenance du Triangle Nord de l'Amérique Centrale augmentent depuis 2003,⁸⁸ ce que les flux financiers (*remesas*) et le nombre de détentions confirment⁸⁹.

Comme le montre le graphique issu du rapport *La Esperanza Viaja Sin Visa*⁹⁰, les flux migratoires centraméricains ne cessent d'augmenter depuis le début des années 2010 avec un pic en 2014, que le nombre d'arrestations aux frontières permet d'appréhender. En outre, ce graphique témoigne de la nouvelle place qu'occupe le Mexique dans le contrôle migratoire en Amérique du Nord, 2014 correspondant à l'annonce du *Programa Integral Frontera Sur* et du renforcement des contrôles migratoires. La volonté des migrants de rejoindre les États-Unis en font un point de passage obligatoire. Dans le cas des Salvadoriens 85 % d'entre eux ont l'intention de rejoindre les USA⁹¹, donc de traverser le Mexique.

Ce graphique prend en compte les migrants centraméricains, cependant on peut extrapoler l'évolution globale à la situation des migrants salvadoriens.

86 Ibid, page 19.

87 Ibid, page 19.

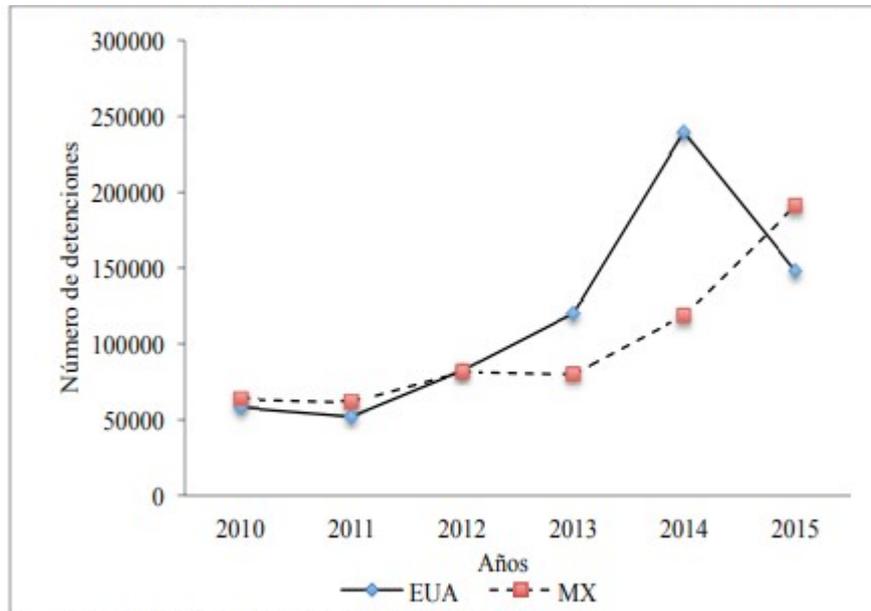
88 PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." *Papeles De Población* 22.90 (2016), page 148.

89 Ibid.

90 GABORIT Mauricio, ZETINO DUARTE Mario, BRIOSO Larissa, PORTILLO Nelson, *La Esperanza Viaja Sin Visa : Jóvenes y Migración Indocumentada en El Salvador*, UNFPA-UCA, San Salvador (2012).

91 PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." *Papeles De Población* 22.90 (2016), page 149.

Figure 1 : Nombres de migrants Centraméricains détenus par la *Border Patrol* et l'*Instituto Nacional de Migración* entre 2010 et 2015⁹².



Fuente: USBP, 2014; INM, 2010, 2011 y 2012; UPM, 2013, 2014 y 2015.

En 2013, il y avait 1 173 000 migrants aux États-Unis, nés au Salvador ⁹³. Les caractéristiques de ces flux ont changé avec une hausse de la proportion de femmes et de mineurs (29 % en 2014 contre 13 % en 2013)⁹⁴. Nous évoquerons plus loin le cas spécifique des mineurs.

Typologie des migrants salvadoriens⁹⁵:

	Femmes	Âge (20-29 ans)	Maîtrise de l'anglais	Alphabétisés	Niveau d'études secondaires ou plus
El Salvador	9.6 %	46,8 %	8,5 %	97,2 %	36,8 %

Un certain nombre d'individus était employé dans leur pays d'origine, témoignant d'autres motivations pour l'émigration : la violence sociale et le crime organisé.

⁹² Ibid, page 149.

⁹³ Ibid, page 148

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Tableau effectué à partir des données de PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." *Papeles De Población* 22.90 (2016), page 151.

Dans de nombreux cas, les migrants renvoyés des USA ou du Mexique, pays dans lesquels ils vivaient depuis longtemps cherchent à quitter El Salvador et migrer de nouveau.. Il n’y a pas de réinsertion possible ou facilitée et les conditions de vie ne permettent pas d’envisager de rester ⁹⁶.

Tableau issu des données du *Migration Policy Institute : Statistical and socio economic profile*.

Nombres de salvadoriens arrêtés à la frontière Mexique-États-Unis	2013	2014	2015	Total période 2013-2015
États-Unis	37 000	67 000	33 000	137 000
Mexique	14 000	20 000	33 000	67 000
Total	51 000	87 000	66 000	204 000

Ces chiffres démontrent une évolution des flux migratoires. Tout d’abord en termes quantitatifs, avec une hausse des arrestations aux frontières. Cela peut être analysé comme une meilleure efficacité des autorités migratoires en charge de la frontière, ou comme une hausse du nombre de migrants salvadoriens cherchant à rejoindre les États-Unis.

De même, ces chiffres nous indiquent la nouvelle place qu’occupe le Mexique en matière migratoire. Son implication pour contenir les migrants centraméricains, incité en cela par les États-Unis, semble concrète. En 2015, 33 000 migrants salvadoriens furent arrêtés par les autorités mexicaines, quasiment autant que les deux années précédentes et autant que le nombre de migrants détenus par les États-Unis cette année-là.

Migrations de mineurs :

Les migrations en provenance du Salvador au cours des années 2010, se caractérisent par une hausse des flux migratoires mais surtout par une modification des effectifs. La proportion de migrants mineurs devient de plus en plus importante, ce qui est un phénomène nouveau. Surtout, ceux-ci voyagent seuls.

⁹⁶ PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." *Papeles De Población* 22.90 (2016), page 153.

Les chiffres référencés par le *Migration Policy Institute*⁹⁷ le démontrent. Ainsi, en 2013, sur les 35 000 Salvadoriens renvoyés dans leur pays d'origine 4 000 d'entre eux avaient entre 15 et 19 ans, étant de fait mineurs⁹⁸. En outre, 17 000 d'entre eux, bien que majeurs, étaient âgés de 20 à 29 ans⁹⁹, témoignant d'une migration relativement jeune.

En effet, au Salvador, les jeunes sont plus susceptibles d'être victimes du crime organisé ou bien d'y participer tandis que les opportunités d'avenir, scolaires ou universitaires sont minces. La migration apparaît comme une échappatoire. Les mineurs peuvent décider d'émigrer seuls, avec le soutien de leur famille qui cherche à les substituer aux risques d'enrôlements forcés dans les *maras*, de les protéger de la violence sociale et du peu d'opportunité scolaire et professionnelle. Les mineurs peuvent ainsi subvenir aux besoins de leurs familles restées au Salvador, une fois le pays de destination atteint¹⁰⁰.

Ce phénomène migratoire impliquant des individus mineurs peut être illustré par le chiffre de 2014, année durant laquelle 67 339 mineurs centraméricains furent détenus par la *Border Patrol*¹⁰¹, soit uniquement sur la frontière Mexique-États-Unis. De ce fait, on ne peut que supposer d'une migration plus importante avec les contrôles effectués à la frontière sud du Mexique et tout au long de ce pays, ainsi que par le nombre d'individus échappant aux contrôles.

Paris-Pombo note que les passeurs les livraient directement aux autorités, car les mineurs n'étaient pas susceptibles d'être renvoyés dans leurs pays d'origines¹⁰², car une part importante des mineurs demande l'asile en arrivant aux États-Unis. Les demandeurs d'asile ne sont pas renvoyés dans leurs pays d'origines mais placés en détention durant l'examen de leur dossier. Or, les mineurs peuvent échapper à cette détention dans le cas où, des membres de leur famille présente sur le territoire étasunien sont en capacité de les accueillir durant l'instruction de leur dossier.

Une présence féminine plus importante :

La migration féminine s'est également accentuée, que ce soit quantitativement ou proportionnellement. Ainsi, les femmes qui migrent seules occupent une place importante dans les migrations centraméricaines contemporaines, donc salvadoriennes.

97 DOMINGUEZ VILLEGAS Rodrigo et RIETIG Victoria, Migrants deported from the United States and Mexico to the Northern Triangle, A Statistical and Socioeconomic Profile, september 2015, The Regional Migration Study Group, Migration Policy Institute.

98 Ibid, page 12.

99 Ibid, page 12.

100 MENJIVAR Cecilia, GÓMEZ CERVANTES Andrea, El Salvador: Civil War, Natural Disasters, and Gang Violence Drive Migration, Migration Policy Institute, page 7.

101 PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." *Papeles De Población* 22.90 (2016), page 150.

102 Ibid, page 149.

Comme pour les mineurs migrants, les raisons de départs des femmes proviennent de leurs vulnérabilités dans leur pays. Elles sont plus susceptibles d'être victimes de violences, physiques et sexuelles auxquelles il faut additionner les violences domestiques. Les conditions de vies précaires incitent certaines d'entre elles à migrer. Cependant, les femmes sont sujettes à de nombreux risques lors de la migration comme le harcèlement, l'exploitation sexuelle, le viol et les violences physiques¹⁰³.

En outre, les flux de migrations féminines peuvent également être motivés par la réunification familiale, les hommes étant partis auparavant et faisant venir leurs femmes et leurs enfants une fois la situation stabilisée dans le pays d'arrivée. En 2013, 4 000 femmes furent renvoyées au Salvador depuis les États-Unis¹⁰⁴.

D'après l'étude *La Esperanza Viaja Sin Visa : Jóvenes y Migración Indocumentada en El Salvador*, il semblerait que la migration féminine soit intégrée dans une optique collective et familiale. C'est à dire que les migrantes, en cas de succès du voyage, assument un soutien financier envers leurs familles restées au Salvador¹⁰⁵. Au contraire, la migration masculine serait perçue comme plus individuelle.

Migrations forcées au Salvador :

Aborder la question des violences au Salvador semble être une tâche délicate. Premièrement, l'État minimise son impact et nie sa part de responsabilité dans cette situation. Par exemple avant 2018, aucune enquête officielle n'avait été menée quant à la violence comme cause de déplacements internes¹⁰⁶ alors qu'un nombre important de salvadoriens migrait au sein même de l'espace national. D'autre part, dans les documents officiels les raisons d'ordres économiques ou familiales comme causes de migrations sont mises en avant. Bien évidemment, il ne s'agit pas de remettre en question l'importance des causes économiques et de la réunification familiale dans la prise de décision migratoire mais bien de mettre en lumière l'importance réelle de la violence comme facteur de migrations.

De plus, ces causes sont généralement interdépendantes les unes des autres. La violence est sous-estimée par l'État, car témoigne de son incapacité, au mieux, à l'endiguer, au pire, de sa participation à sa propagation. La pauvreté, l'insécurité et l'essor de diverses formes de violences sont étroitement liés et émanent de l'histoire troublée du Salvador lors des dernières décennies.

103 GABORIT Mauricio, ZETINO DUARTE Mario, BRIOSO Larissa, PORTILLO Nelson, *La Esperanza Sin Viaja Sin Visa : Jóvenes y Migración Indocumentada en El Salvador*, UNFPA-UCA, San Salvador (2012), page 137.

104 Migration policy Institute, page 12.

105 GABORIT Mauricio, ZETINO DUARTE Mario, BRIOSO Larissa, PORTILLO Nelson, *La Esperanza Sin Viaja Sin Visa : Jóvenes y Migración Indocumentada en El Salvador*, UNFPA-UCA, San Salvador (2012), page 134.

106 *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final*, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador.

Évaluer les véritables motivations de migrations est une tâche ardue. Nous pouvons supposer que les migrants ne révèlent pas les vraies motivations ayant dicté leur fuite. Cela s'explique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, cela peut provenir d'une forme de méfiance à l'égard des autorités perçues comme corrompues et complices des groupes criminels dénonçant les individus cherchant à se soustraire à l'emprise criminelle ou à témoigner contre eux¹⁰⁷. Ensuite, l'autre facteur à prendre en considération provient de la perception qu'ont les migrants de témoigner de la violence. C'est à dire que dans le pays d'accueil, indiquer avoir fui El Salvador pour raisons familiales et/ou économiques dénoterait d'une motivation supérieure à s'intégrer à la société par la volonté d'améliorer ces conditions de vie plutôt que par la nécessité de rester en vie¹⁰⁸. La perception serait que la migration serait un choix plutôt qu'une obligation.

En outre, il convient aussi de rappeler que les causes de migrations, économiques ou sociales, sont étroitement liées les unes aux autres, et qu'il peut être difficile pour le migrant tout comme pour l'enquêteur d'établir une typologie précise et simple des causes migratoires.

Dans le cas des migrations pour causes de violences, la définition juridique internationale n'intègre pas les violences criminelles ou sociales dans des pays n'ayant pas de conflits frontaliers ou civils. Cela ne permet pas l'accès au statut de réfugié ou à une légitimité de la migration, temporaire ou permanente.

Dans notre cas d'étude, El Salvador n'étant pas, à l'heure actuelle, en guerre civile ou frontalière, les populations ne fuient aucune cause de violences reconnues par l'État et ne bénéficient pas d'accords leur octroyant le statut de réfugiés ou d'autres accords particuliers, comme le *Temporary Protected Status* aux États-Unis.

¹⁰⁷ Ibid, page 36.

¹⁰⁸ NELSON POLLARD Suzanna, La violence criminelle au Honduras comme moteur déplacement, Amérique Latine et Caraïbes le prolongement d'une tradition de protection, Revue Migrations Forcées, No 56, octobre 2017, page 17.

3) Politiques migratoires étasuniennes et *remesas*

Dans l'ensemble de l'espace nord-américain, les évolutions des flux migratoires se sont vus accompagnés d'une redéfinition et d'une réorientation des politiques migratoires ainsi que des instruments chargés de les appliquer.

Panorama des politiques migratoires aux États-Unis

Ainsi que de nombreuses études et articles l'attestent¹⁰⁹, on assiste depuis 1990 à un renforcement des contrôles frontaliers d'abord aux États-Unis puis au Mexique.

En matière de politique migratoire, l'*Immigration Reform and Control Act* de 1986 est un acte fondateur. Il orienta la politique migratoire vers une approche plus sécuritaire visant à dissuader la migration. Cette approche s'accrut d'autant plus après le 11 Septembre 2001, l'INS (*Immigration and Naturalization Service*) fut rattaché au *Department of Homeland Security* (DHS), nouvellement créée. Ainsi, la *Border Patrol* est placée sous autorité du DHS avec la priorité donnée à la sécurité nationale.

Aux États-Unis, les hausses combinées des effectifs et du budget alloué à la *Border Patrol* depuis 1993, témoignent de cette volonté de contrôle frontalier. Entre 1993 et 2012, les effectifs sont passés de 3 496 individus à 18 516¹¹⁰.

En outre, l'adoption en 2006 du *Secure Fence Act* permettant la construction de barrières physiques sur la frontière entre les États-Unis et le Mexique rendit la traversée plus contraignante (mais pas impossible).

Malgré des investissements conséquents en matière de contrôles frontaliers, les flux migratoires restent importants. Il convient de comprendre que les réseaux de migrants clandestins se sont réorganisés face à la nouvelle donne sécuritaire mise en place aux États-Unis. Cela se traduit dans la réalité par un recours massif aux *coyotes* (passeurs) pour 90 % des migrants¹¹¹ et par l'utilisation de nouvelles routes (parfois très dangereuses car empruntant des territoires peu surveillés, comme les zones désertiques).

Cette politique de renforcement des contrôles, loin de mettre un terme aux flux migratoires, ne fait que les précariser et les marginaliser, c'est à dire de les rendre invisibles et incontrôlables par les

109 Migraciones Internacionales, Crisis Y Vulnerabilidades. Perspectivas Comparadas, ANGUIANO TÉLLEZ María Eugenia, CRUZ PIÑEIRO Rodolfo, Coordinadores. *Íconos: Revista De Ciencias Sociales* 58 (2017).

110 Ibid, page 2.

111 Ibid, page 2.

autorités. On peut supposer que l'objectif de ces politiques migratoires est la dissuasion du trajet migratoire. Or, à notre sens, le report ou l'annulation de la migration ne peut s'envisager que par l'amélioration des conditions de vie dans les pays de départ ou par une dégradation importante de celles du pays ciblé.

Le cas du *Temporary Protected Status*

Quand on parle de migrations salvadoriennes et de leurs situations légales aux États-Unis, le cadre du *Temporary Protected Status* cristallise l'attention. À l'heure actuelle, le débat concernant le *TPS* concerne sa reconduction ou non pour une durée limitée par l'administration de M.Trump.

Ce programme permet la légalisation et la protection sur le territoire des États-Unis d'individus en provenance de pays confrontés à des troubles politiques et environnementaux « *or other extraordinary and temporary conditions* »¹¹² et dont les conditions de retour ne sont pas sûres. En 2017, environ 325 000 migrants originaires de 13 pays étaient bénéficiaires du programme¹¹³ dont 195 000 Salvadoriens¹¹⁴. Tous les Salvadoriens présents aux États-Unis ne sont pas bénéficiaires du *Temporary Protected Status*. Ce statut ne permet pas d'obtenir la citoyenneté étasunienne et les bénéficiaires ne prétendent pas l'obtenir. Il s'agit d'un statut provisoire de deux ans, reconductible sans limites, mais en aucun cas d'une régularisation de la situation des migrants sur le sol étasunien. Cependant, leurs enfants nés aux États-Unis sont citoyens étasuniens.

De nombreux Salvadoriens actuellement bénéficiaires de ce programme furent légalisés suite au violent tremblement de terre de 2001, qui ravagea le pays et endommagea l'économie, qui entraîna le départ d'une partie de la population. En outre, les structures socio-économiques étaient fragilisées par les conséquences de la guerre civile et par les politiques mises en vigueur lors de la décennie 1990.

Le doute entourant la reconduction du *TPS* entre dans cette stratégie de dissuasion de la migration. En effet, l'angoisse générée par l'instabilité des situations des individus sert de moyen de dissuasion et de rejet à l'égard des migrants.

Selon l'article *Protecting U.S.-Citizen Children Whose Central American Parents Have Temporary Protected Status*¹¹⁵, 195 000 Salvadoriens en seraient bénéficiaires auxquels il faut ajouter « 57 000 from Honduras, and 2 250 from Nicaragua »¹¹⁶.

112 WARREN Robert, KERWIN Donald, A Statistical and Demographic Profile of the US Temporary Protected Status Populations from El Salvador, Honduras, and Haiti, JMHS Volume 5 Number 3, Center for Migration Studies of New York, 2017, page 577.

113 Ibid.

114 Ibid, page 581.

115 ROJAS-FLORES, Lisseth, HWANG KOO, Josephine, MEDINA VAUGHN Jennifer. "Protecting U.S.-Citizen Children Whose Central American Parents Have Temporary Protected Status." *International Perspectives in Psychology: Research, Practice, Consultation* 8.1 (2019): 14-19.

116 Ibid, page 15.

En cas de non reconduction, les familles se verraient séparées ou contraintes de vivre dans la clandestinité. La menace de la séparation familiale fait partie de la stratégie mit en œuvre afin de décourager les candidats à la migration.

En outre, pour les pays d'origines des migrants cela pose de nombreuses difficultés quant à l'accueil et à l'intégration (ou réintégration) de ces citoyens revenant après une longue absence et contre leur volonté. Cette menace pesant sur les capacités de l'État dans les pays de départ permet d'influencer leurs politiques migratoires en fonction des besoins et des intérêts des États-Unis.

Les remesas

Les migrations ne sont pas seulement au cœur d'enjeux liés à la géopolitique humaine ou encore des facteurs de tensions internationales.

L'apport financier et économique des migrations est considérable. Dans le cas du Salvador, selon María Dolores París-Pombo, 16 % du produit intérieur brut proviendrait des revenus migratoires pour l'année 2012¹¹⁷. Le chiffre de 17 % est avancé dans le *Dictionnaire des migrations internationales*, pour l'année 2013¹¹⁸, ce qui représente 4 200 000 000 de dollars.

Le pays échange, en quelque sorte, son excédent de main d'œuvre inactive sur son sol, contre les revenus des pays demandeurs de main d'œuvre. Pour El Salvador, la principale ressource économique est sa population. Celle-ci, une fois installée à l'étranger (notamment aux États-Unis) subvient aux besoins des membres de sa famille restée au Salvador, par le biais de transferts financiers, les *remesas* (ou *remittances* en anglais).

De plus, la monnaie en vigueur au Salvador est le dollar depuis 2001, ce qui permet une intensification des échanges.

	2000	2005	2006
<i>Remesas</i> en millions de dollars ¹¹⁹	1751	2830	3320

Les données montrent que la quantité de *remesas* à destination du Salvador augmente au cours du début des années 2000, renforçant leur importance pour l'économie salvadorienne. Elles témoignent également d'une hausse du nombre de migrants salvadoriens.

117 PARIS-POMBO Maria Dolores, Trayectos peligrosos : inseguridad y movilidad humana en México, page 146

118 Dictionnaire des migrations internationales, approche historique, dir. SIMON GILDAS, Armand Colin, Paris, 2015, page 553.

119 CASILLAS Rodolfo, Las Rutas de los Centroamericanos por México, un Ejercicio de Caracterización, Actores Principales Y Complejidades, Migración Y Desarrollo, 2008 Primer Semestre, page 171.

On peut discerner plusieurs avantages provenant des *remesas*.

Lors du processus migratoire les flux financiers ont une importance capitale pour la viabilité du trajet. Les divers services financiers à distance permettent d'envoyer de l'argent en fonction des besoins tout au long du parcours.

Pour les migrants, l'envoi d'argent échelonné tout au long du voyage permet d'éviter la perte ou le vol de l'argent, remettant non seulement en cause la migration mais aussi la vie des individus. De plus, cela permet d'avoir l'assurance financière pour la poursuite du voyage (paiements des passeurs, droits de passages éventuels auprès de fonctionnaires corrompus ou de trafiquants) et d'assurer les dépenses quotidiennes¹²⁰.

Les *remesas*, une fois la situation stabilisée dans le pays d'arrivée permettent renvoyer l'argent versé lors de l'entreprise migratoire, en plus de soutenir les individus restés au Salvador.

Du point de vue des autorités, les *remesas* permettent des rentrées d'argent issues du secteur privé, ne remettant nullement en cause les raisons socio-économiques poussant à la migration. De fait, les migrations permettent d'affaiblir les contestations possibles ainsi que les demandes de réformes par le départ des mécontents.

Pour l'élite économique salvadorienne, le système de *remesas* permet de capitaliser sur les migrations. Par le biais des banques et des services publics, privatisés au cours des années 1990, les flux monétaires venant de l'étranger transitent jusqu'aux familles des migrants, restées au Salvador¹²¹. Les *remesas* permettent d'avoir une réserve financière suffisante témoignant d'une solvabilité et permettant d'obtenir des crédits auprès des institutions internationales (comme le Fond Monétaire Internationale et la Banque Mondiale) et des marchés financiers internationaux¹²².

On peut percevoir les flux migratoires comme des flux commerciaux. Les migrants « s'exportant » pour travailler à l'étranger et important les revenus du travail au Salvador.

Pour l'économie salvadorienne, ses élites et sa société, les *remesas* ont une importance capitale et sont l'un des enjeux principaux des accords migratoires. Ainsi, le renvoi des migrants salvadoriens s'accompagnerait d'une perte de revenu conséquente pour tout le pays et toutes les couches de la société, privant également l'État d'une part de ces ressources.

Les auteurs du *Dictionnaire des migrations internationales* considèrent que les *remesas* témoignent d'une « société transnationale »¹²³ par leur apport à l'économie locale, que ce soit en matière de création d'entreprise, de solidarité associative d'aide aux migrants ou le soutien familial.

120 Ibid, page 172.

121 GARNI Alisa, Weyher L. Frank, Dollars, « Free Trade », and Migration, The combined forces of alienation in postwar El Salvador, LATIN AMERICAN PERSPECTIVES, Issue 192, Vol.40 No.5, September 2013, page 66.

122 Ibid.

123 Dictionnaire des migrations internationales, approche historique, dir. SIMON GILDAS, Armand Colin, Paris, 2015, page 553.

Ainsi, loin de n'être qu'une forme de « marchandise » exportée, les migrants sont des acteurs politiques et socio-économiques fondamentaux du Salvador contemporain.

Par ailleurs, comme nous le présenterons dans notre troisième partie, l'État cherche à développer une politique migratoire intégrant les divers enjeux liés à ces populations.

4) Les politiques migratoires mexicaines et les violences durant le transit migratoire

Les politiques migratoires mexicaines sont grandement influencées par les États-Unis et les accords internationaux ou multilatéraux.

D'une certaine manière, le Mexique apparaît comme l'antichambre migratoire des États-Unis. En effet, le pays est un espace de transit obligatoire pour rejoindre les États-Unis depuis le reste de l'Amérique Latine.

De fait, les politiques migratoires mexicaines se caractérisent par une intégration aux thématiques sécuritaires émanant de Washington, externalisant ainsi le contrôle des frontières à l'aire nord-américaine et faisant du Mexique un acteur majeur du contrôle migratoire. L'externalisation revient à confier la contention de migrants à un pays de transit migratoire avant d'arriver au pays de destination¹²⁴.

Cela se traduit concrètement par un renforcement des contrôles aux frontières et une militarisation de celles-ci. La priorité étant donnée à la frontière sud, jouxtant le Belize et le Guatemala.

Loin de se cantonner aux simples contrôles frontaliers, les autorités mexicaines ont mis en place ce que certains auteurs nomment la « verticalisation de la frontière »¹²⁵. On peut définir cela comme une application des contrôles de sécurité étendus à tout l'espace national mexicain, lequel est parsemé de diverses « *estaciones migratorias* » (centres de rétentions de migrants).

Revenons d'abord à un panorama des politiques migratoires mexicaines depuis les années 1990. Le cadre migratoire était déterminé par *La Ley General de Población* de 1974, appliqué par le *Secretaría de Gobernación* et les migrants illégaux étaient considérés comme des criminels (soumis au code pénal). Celle-ci a subi des réformes depuis le début du 21^{ème} siècle.

À partir des années 1990, les lois migratoires et les institutions évoluèrent. En 1993 fut créé l'*Instituto Nacional de Migración* (INM) chargé de l'application des règles en matière de migrations¹²⁶.

L'évolution majeure vit le jour sous le mandat de M.Fox, contemporain des attentats du 11 Septembre 2001 et des politiques sécuritaires qui les suivirent. La même année, le Mexique lança le

124 TORRE-CANTALAPIEDRA Eduardo, YEE-QUINTERO José Carlos. "México ¿una Frontera Vertical? Políticas De Control Del Tránsito Migratorio Irregular Y Sus Resultados, 2007-2016." *Liminar: Estudios Sociales Y Humanísticos* 16.2 (2018), page 88.

125 Migraciones Internacionales, Crisis Y Vulnerabilidades. Perspectivas Comparadas, ANGUIANO TÉLLEZ María Eugenia, CRUZ PIÑEIRO Rodolfo, Coordinadores. *Íconos: Revista De Ciencias Sociales* 58 (2017) et TORRE-CANTALAPIEDRA Eduardo, YEE-QUINTERO José Carlos. "México ¿una Frontera Vertical? Políticas De Control Del Tránsito Migratorio Irregular Y Sus Resultados, 2007-2016." *Liminar: Estudios Sociales Y Humanísticos* 16.2 (2018), pp 87-104.

126 TORRE-CANTALAPIEDRA Eduardo, YEE-QUINTERO José Carlos. "México ¿una Frontera Vertical? Políticas De Control Del Tránsito Migratorio Irregular Y Sus Resultados, 2007-2016." *Liminar: Estudios Sociales Y Humanísticos* 16.2 (2018), page 89.

Plan Sur, première étape du renforcement du contrôle de la frontière sud du Mexique et de la mise en place d'une politique de contention et de rétention des migrants.

Cela se matérialisa par une hausse du nombre de centres de rétention (« *estaciones migratorias* ») qui passèrent de 25 à 52 entre 2000 et 2005¹²⁷.

De ce fait, non seulement les migrants cherchant à s'établir au Mexique furent poursuivis mais également ceux ne faisant que traverser le pays.

Le thème de la sécurité nationale devint prégnant. Au Mexique, cette question est étroitement liée au crime organisé. Ainsi, les questions migratoires furent incorporées au sein d'une vision globale de sécurité nationale et associées au crime organisé, justifiant certaines dérives et violations des Droits de l'Homme que subissent les migrants lors de la traversée du Mexique. Le lancement de la guerre contre la drogue par le président M. Calderón en 2006 précarisa encore plus les conditions des migrants.

Ainsi la question du droit des migrants devient l'une des principales préoccupations en matière de politique migratoire au Mexique. La *Ley de Migración* de 2011 tente, dans les textes, de concilier sécurité nationale et droits des migrants. Celle-ci dans son article 2 met en avant le « *Respeto irrestricto de los derechos humanos de los migrantes, nacionales extranjeros, sea cual fuere su origen, nacionalidad, género, etnia, edad y situación migratoria* »¹²⁸. Cependant, si l'on en suit l'avis émis par Torre-Cantalapiedra et Yee-Quintero « *sus disposiciones serían en gran medida ineficaces en la práctica* »¹²⁹.

On peut toutefois noter l'effort consenti par les autorités mexicaines de prendre en compte la situation des migrants et de proposer un cadre juridique répondant dans la théorie à leurs besoins. Cependant, comme nous l'aborderons plus loin les violences et la réalité de la pratique migratoire confrontent les migrants à de nombreux défis que les autorités mexicaines ne peuvent et/ou ne cherchent à remédier. Elles sont parfois responsables et complices des violations des droits des migrants.

En outre, à nos yeux, il paraît difficilement conciliable de promouvoir une politique de contention des flux migratoires avec le respect des droits des migrants, étant donné l'opposition fondamentale des deux optiques.

La loi de 2011 renforce la sécurité aux frontières, les contrôles et la rétention de migrants illégaux et assure le respect du droit des migrants dans les centres de rétentions et lors des contrôles.

En 2014, le *Programa Integral Frontera Sur* ne fit qu'augmenter la militarisation de la frontière sud et les contrôles, s'accompagnant de fait par des actes de violences et de non-respect des droits des

127 Ibid, page 90.

128 Ley De Migracion, Nueva Ley publicada en el Diario Oficial de la Federación el 25 de mayo de 2011, article 2.

129 TORRE-CANTALAPIEDRA Eduardo, YEE-QUINTERO José Carlos. "México ¿una Frontera Vertical? Políticas De Control Del Tránsito Migratorio Irregular Y Sus Resultados, 2007-2016." *Liminar: Estudios Sociales Y Humanísticos* 16.2 (2018), page 92.

migrants. Les axes de communication et de transports furent placés sous étroite surveillance.

Un autre aspect de la politique migratoire mexicaine est important. Il s'agit de sa « *verticalización* »¹³⁰, c'est à dire l'extension à tout le territoire mexicain des mesures de contentions et de contrôles. Sur tout le territoire sont implantés des « *estaciones migratorias* » et « *estancias provisionales* »¹³¹ permettant d'accueillir les migrants irréguliers afin, soit de régulariser leur situation, soit de les renvoyer dans leur pays d'origine.

L'objectif étant de contenir les flux migratoires avant leur arrivée à la frontière nord du Mexique.

Il est important de signaler également que malgré la reconnaissance de droits des migrants ceux-ci n'en ont pas connaissance. De fait, de nombreuses initiatives émanant d'organisations non gouvernementales (ONG), de l'Église et de fonctionnaires cherchent à informer les migrants de leurs droits.

Nous allons maintenant aborder l'une des problématiques actuelles du transit migratoire par le Mexique : les violences.

En effet, l'augmentation des flux migratoires observée ces dernières années s'est vue accompagnée d'une hausse de la violence à l'encontre des migrants, notamment lors du transit migratoire.

L'analyse de cette violence envers les migrants est difficile à évaluer comme certains auteurs le rapportent¹³². Étant cantonnés à l'invisibilité et aux marges des territoires nationaux, il n'existe pas de données recensant toutes les violations subies par les migrants. De même, les témoignages et actes de justices attestant de ces violences sont rares, les migrants fuyant les autorités.

Pour les migrants provenant du Salvador, le transit migratoire à destination des États-Unis et du Canada ne peut s'effectuer que par le territoire mexicain. La traversée du Mexique par les migrants, principalement des migrants illégaux, est une étape dangereuse et les place dans une situation de vulnérabilité.

Celle-ci se caractérise de différentes manières et comportent différents acteurs. Nous pouvons donc parler de violences à l'égard des migrants, tellement celles-ci sont multiples et peuvent s'additionner tout au long du parcours migratoire. 6 000 décès ont été répertoriés entre 1995 et 2011 soit l'estimation la plus faible¹³³.

Les migrants illégaux sont vulnérables et plus susceptibles d'être sujets aux violences, car ne peuvent être protégés par la loi et les autorités qu'ils cherchent à éviter. Cependant, au sein même des migrants illégaux, les femmes et les mineurs sont encore plus vulnérables.

130 Ibid, page 95.

131 Ibid.

132 CASILLAS Rodolfo, *Las Rutas de los Centroamericanos por México, un Ejercicio de Caracterización, Actores Principales Y Complejidades, Migración Y Desarrollo*, 2008 Primer Semestre, pp. 157-174.

133 *Migraciones Internacionales, Crisis Y Vulnerabilidades. Perspectivas Comparadas*, ANGUIANO TÉLLEZ María Eugenia, CRUZ PIÑEIRO Rodolfo, Coordinadores. *Íconos: Revista De Ciencias Sociales* 58 (2017), page 2.

Il faut noter également que depuis 2006 et le lancement de la guerre contre la drogue par le président mexicain Felipe Calderón, la lutte contre la criminalité organisée s'est répercutée sur les migrants, les confrontant à de nouvelles problématiques.

Cette violence est protéiforme. Comme l'écrit l'auteure « *los migrantes- nacionales o extranjeros- que se desplazan por territorio mexicano en busca de trabajo en México y más allá de su frontera norte, son altamente vulnerables no sólo por encontrarse lejos de sus lugares de origen, contar con recursos económicos limitados, atender en ocasiones promesas y ofertas de trabajo falsas, desplazarse en condiciones muy precarias, sino también por la falta de confianza en las autoridades. Esta situación se agrava aún más en el caso de los migrantes en situación irregular, condición que los hace víctimas propiciadas de malos servidores públicos y de la delincuencia común y organizada* »¹³⁴.

Elle émane à la fois d'acteurs privés et criminels comme les organisations criminelles, les passeurs (*coyotes*) mais aussi des autorités publiques. En outre, il n'existe pas uniquement des violences physiques et sexuelles directes mais aussi une forme de violence psychologique, d'anxiété permanente liée à l'incertitude du voyage et à son financement.

Intéressons-nous d'abord à celles-ci. Les politiques migratoires strictes de ces dernières années n'ont pas mis un terme aux flux migratoires mais ont modifié leurs caractéristiques. Comme nous l'avons déjà relevé, le secteur criminel et les passeurs sont bénéficiaires de ce renforcement de la frontière. Les risques étant plus élevés et étant les seuls intermédiaires, les coûts augmentent.

Cela ne fait que renforcer la précarité des migrants, susceptibles d'être victimes de violences diverses, le poids financier du voyage n'en est que plus coûteux¹³⁵. De fait, l'organisation financière du voyage se fait par l'endettement, le travail tout au long du trajet ou bien la participation (de gré ou de force) aux trafics. Il n'est pas rare que certains migrants soient utilisés comme « mules » par les narcotrafiquants, que les femmes soient livrées à des réseaux de proxénétisme.

La situation n'est toutefois pas aussi critique pour tous les individus, certains recourant à l'emprunt familial que les futures *remesas*, espérées, permettront de rembourser.

Les obstacles émanant des forces de l'ordre ne sont pas qu'administratifs. Certains fonctionnaires, tout comme les trafiquants, participent à l'économie migratoire par la corruption et l'extorsion. Cependant, cela reste un sujet peu documenté et difficile à étudier.

La hausse des violences au Mexique peut être lue comme une conséquence de la politique migratoire d'extension des frontières (notamment depuis 2014) et du renforcement des contrôles

134 Ibid page 9.

135 CASILLAS Rodolfo, Las Rutas de los Centroamericanos por México, un Ejercicio de Caracterización, Actores Principales Y Complejidades, Migración Y Desarrollo, 2008 Primer Semestre, page 168.

frontaliers ou tout le long de *la frontera vertical*¹³⁶, dans un contexte de violences liées au crime organisé. Les politiques migratoires, par la hausse des contrôles et de la militarisation, visent à dissuader les migrants ainsi qu'à les renvoyer dans leurs pays d'origines. Quant aux migrants, afin d'échapper aux autorités, ils n'ont d'autres choix que de modifier leurs parcours, le rallonger et de faire appel aux services proposés par des trafiquants d'êtres humains et des passeurs¹³⁷.

Les migrants irréguliers rencontrent divers problèmes comme une invisibilité juridique et économique dans des territoires qui cherchent à les expulser. De fait, ils doivent recourir à la clandestinité et à l'économie de la migration qui se développe pour permettre aux migrants d'échapper aux contrôles¹³⁸. Le passage à la clandestinité nécessite l'interaction avec des acteurs spécialisés dans ce domaine. Ce sont principalement des organisations criminelles, des membres d'organismes publics corrompus qui cherchent à tirer profit de la fermeté des politiques migratoires restrictives. Cette aubaine pour les trafiquants se traduit par une vulnérabilité plus forte des migrants. Les risques pour leur intégrité physique sont considérables. De fait, les politiques migratoires ne font que renforcer la précarité socio-économique des migrants tout en remettant en cause leur intégrité physique.

La restriction des politiques migratoires ne permet pas de diminuer les flux migratoires comme les chiffres de la dernière décennie le prouvent (voir le graphique 1 plus haut). Cependant, elles permettent de capitaliser sur un phénomène humain permanent, dont les flux évoluent en fonction des conditions socio-économiques. De fait, la migration provenant du Salvador (d'Amérique Centrale en général) et à destination des États-Unis permet d'établir une économie, au sein de laquelle les migrants font offices de biens de consommation, et que les acteurs officiels et privés, criminels ou militaires, en tirent des revenus.

Évolutions des routes migratoires :

Les routes migratoires varient parce qu'elles ne sont pas définies à l'avance et évoluent « *en función de los nuevos obstáculos interpuestos por la fuerzas de seguridad y el Instituto Nacional de Migración o por las organizaciones criminales* »¹³⁹. Cette évolution due aux contrôles plus stricts renforce la dépendance des migrants à l'égard des *coyotes* et des professionnels de la migration principalement les organisations criminelles. En effet, ces acteurs connaissent les chemins et les

136 TORRE-CANTALAPIEDRA Eduardo, YEE-QUINTERO José Carlos. "México ¿una Frontera Vertical? Políticas De Control Del Tránsito Migratorio Irregular Y Sus Resultados, 2007-2016." *Liminar: Estudios Sociales Y Humanísticos* 16.2 (2018): 87-104.

137 PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." *Papeles De Población* 22.90 (2016): 145-72.

138 Ibid.

139 Trayectos peligrosos : inseguridad y movilidad humana en México, Maria Dolores París-Pombo, page 154.

routes non-contrôlées et sont en mesure de négocier le passage des migrants avec les autorités lorsque celles-ci s'avèrent corrompues.

Encore une fois, les migrants sans ressources sont les plus concernés par le renforcement des mesures sécuritaires aux frontières et le long des axes de communication touchant principalement les accès pédestres et les trains. Il ressort tout de même une ligne générale dans le transit migratoire au Mexique. Les voies ferrées sont principalement utilisées par les migrants, notamment les plus pauvres. Ainsi, les contrôles effectués par les autorités (ou par des organismes sous-traités pour le faire, comme les agences de sécurités privés surveillant le réseau ferroviaire) se concentrent sur le transport ferroviaire.

L'État du Chiapas, frontalier avec le Guatemala, est une étape fondamentale du transit migratoire en territoire mexicain. Paris-Pombo indique que 65,8 % des migrants interrogés lors de l'enquête EMIF Sur 2013 et entrés aux USA étaient passés par le Chiapas¹⁴⁰. Les autorités surveillent les réseaux de transports et de communications principaux de l'état, laissant ainsi la latitude nécessaire aux *coyotes* et aux migrants sur les routes secondaires. Ceux-ci, tout comme les différents trafiquants opérant dans cette région, modifient les trajets initiaux, empruntant des routes plus isolées, peu entretenues augmentant les risques pour les individus. Les principales routes traversant le Mexique sont les « *ruta del Golfo* » et « *ruta del Pacifico* »¹⁴¹, arrivant au Texas et en Californie. Les routes migratoires tendent plus vers l'est, à cause des restrictions d'accès en Californie et des contrôles accrus sur les routes y conduisant. Dans le cas des migrants Salvadoriens, 85 % entrent aux États-Unis par le Texas et 62,3 % passent par le Tamaulipas¹⁴². Cet état et sa capitale Reynosa sont le cœur du cartel des *Zetas*, exposant les migrants à des dangers permanent.

140 Ibid, page 154.

141 Ibid, page 154.

142 Ibid page 155.

Carte 1 : Routes empruntées par les migrants Centraméricains au Mexique¹⁴³.



Violences criminelles :

Les routes migratoires apparaissent comme un flux de matière première, les migrants, ensuite répartie en fonction des besoins des organisations criminelles et des acteurs de l'économie migratoire.

Les violences auxquelles sont confrontés les migrants par le contact des organisations criminelles sont multiples. Voici les principales :

- racket (extorsion, taxation pour continuer le voyage...),
- trafic de drogue (le migrant devient une mule),
- trafic d'êtres humains (mise à disposition des migrants pour travailler dans les structures criminelles...),
- trafic sexuel et prostitution,
- abandon des migrants par les passeurs¹⁴⁴.

143 PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." *Papeles De Población* 22.90 (2016), page 156. Carte réalisée par Angélica Zambrano et Maria Dolores Paris Pombo.

144 Organised crime and Central American migration in Mexico, dir. Stephanie Leutert, Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, Policy Research Project Report on Mexico's Migratory Policy, number 198, June 2018, page 14.

Il ne faut pas oublier que ce sont des interactions, parfois consenties (notamment dans les cas de mules ou d'embauche dans des structures criminelles) ou subies. De ce fait, pour la loi le migrant n'est plus une victime mais un complice ou un acteur d'actions criminelles. Les organisations criminelles participent aux voyages des migrants, tout en variant leurs activités.

L'estimation du bénéfice annuel pour les crimes contre les migrants serait de 134 000 000 de dollars¹⁴⁵.

En cela, celle-ci n'est qu'une branche des multiples activités criminelles auxquelles participent les trafiquants. Les passeurs indépendants ont disparu face à la puissance des réseaux organisés et à l'imposition de « taxes » ou droits de passages. Le crime organisé s'est emparé du transit migratoire comme d'une nouvelle source de revenus économiques, imposant des taxes, extorquant l'argent des migrants mais les séquestrant également, les violant et les recrutant. En effet, ceux-ci contrôlent un territoire donné et exerce une forme de pouvoir sur toutes les activités légales et illégales y transitant. Les routes migratoires passant par le nord-est, les états de Veracruz et Tamaulipas notamment, sont soumises à l'autorité des *Zetas*, adeptes d'une communication ultra-violente (basée sur la torture et l'exhibition de cadavres) afin d'asseoir leur pouvoir. Les migrants ne font pas exception et de nombreux cas de violences ont été recensés, en témoigne le massacre de San Fernando Tamaulipas, en 2011.

Les criminels se chargent de gérer le transit migratoire, « *obligan a los coyotes a pagarles fuertes sumas de dinero, les imponen tanto la frecuencia y la ruta como el número de migrantes que pueden viajar en el grupo* »¹⁴⁶. Tout comme la prise en charge du trafic migratoire n'est qu'une part de leurs activités, les migrants et leurs corps sont sources de différentes formes de revenus. Les criminels exploitent les migrants, en faisant d'eux des marchandises, répondant à différents besoins économiques. Ainsi, les migrants peuvent être recrutés et répondre aux besoins « militaires » des groupes criminels. Dans d'autres cas, ils rejoindront des réseaux de trafics sexuels tandis que certains verront leurs corps utilisés pour le trafic d'organes. Ils peuvent également être retenus ou envoyés dans des centres de productions appartenant aux groupes criminels, que ce soit des usines textiles ou des centres de productions de stupéfiants.

L'une des options permettant de limiter les actes de violences, quasi consanguins avec la traversée du Mexique, est d'opter pour le service d'un ou de plusieurs intermédiaires, les passeurs. Le voyage est très long. Il dure plus de 3 semaines pour 70 % des migrants¹⁴⁷, obligeant donc à envisager différentes stratégies garantissant une forme de sécurité lors du transit migratoire.

145 Ibid.

146 PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." *Papeles De Población* 22.90 (2016), page 163.

147 Ibid, page 165.

Dans le cas de notre étude, les Salvadoriens sont 47,4 % à en voir un et 65,5 % pour les Salvadoriennes¹⁴⁸. On voit en cela que l'usage d'un intermédiaire est perçu comme une forme de sécurité face aux risques inhérents au voyage, notamment pour les femmes qui ont conscience des risques encourus avant même le départ comme en témoigne cet extrait « *Some Central American women have reported injecting themselves with contraceptives prior to embarking north in order to avoid the burden of an unwanted pregnancy* »¹⁴⁹. 39 % des migrantes seraient concernées par des cas de violences sexuelles durant le trajet¹⁵⁰. Les migrantes sont confrontées à la violence sexuelle, qui semble répandue, en plus des violences communes à tous les migrants. Rodolfo Casillas affirme que « *hay casos de mujeres que han sido violadas más de 20 veces* »¹⁵¹.

La subordination des passeurs aux organisations criminelles est bien réelle et pourraient détourner les migrants des réseaux organisés et les pousser à envisager le voyage différemment.

Nous interprétons la formation des caravanes de migrants centraméricains comme une stratégie de défense collective face aux risques migratoires et aux mutations des conditions de transit¹⁵².

Violences d'acteurs officiels :

La violence émane également des acteurs publics ou liés aux organismes publics en charge de la politique migratoire fédérale. Les agents de l'INM (*Instituto Nacional de Migración*) et les forces de sécurité sont à l'origine de certains abus et excès de violences envers les migrants.

Il en est de même des agents de sécurités en charge de surveiller les axes de communications (comme les voies ferrées, appartenant au secteur privé) par lesquels transitent les migrants. Ils sont responsables de l'application des lois migratoires, de l'accueil et des détentions de migrants irréguliers dans les propriétés privées dans lesquelles ils opèrent. Cela pose de nombreux problèmes.

Parmi ces problèmes se trouvent la gestion des centres de rétention, appelées « *estaciones migratorias* »¹⁵³, qui parsèment le territoire mexicain dans le cadre de l'extension territoriale de la politique de contention des migrations. Ainsi, certains de ces centres sont administrés par des agences de sécurités privés n'accordant guère de respect aux droits des migrants. Certains cas de

148 Ibid, page 166.

149 Organised crime and Central American migration in Mexico, dir. Stephanie Leutert, Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, Policy Research Project Report on Mexico's Migratory Policy, number 198, June 2018, page 6.

150 Ibid, page 5.

151 CASILLAS Rodolfo, *Las Rutas de los Centroamericanos por México, un Ejercicio de Caracterización, Actores Principales Y Complejidades, Migración Y Desarrollo*, 2008 Primer Semestre, pp. 157-174.

152 VILLALOBOS Osmar, RAMÍREZ Rubén. *Gubernamentalidad Necropolítica Y Resistencia Al Destino De La Muerte En El Sistema Migratorio Mesoamericano*, *Revista Antropológica del Sur*, Año 6, Num 12, 2019, page 32.

153 *Migraciones Internacionales, Crisis Y Vulnerabilidades. Perspectivas Comparadas*, ANGUIANO TÉLLEZ María Eugenia, CRUZ PIÑEIRO Rodolfo, *Coordinadores. Íconos: Revista De Ciencias Sociales* 58 (2017), page 4.

collusion entre agents de sécurités et membres d'organisations criminelles sont connus¹⁵⁴. Parfois, les migrants retenus dans les centres sont mis à disposition des organisations criminelles et leurs diverses activités¹⁵⁵.

De même, que ce soit sous administration directe de l'*Instituto Nacional de Migración* ou sous celles de sous-traitants, les cas d'abus sont courants. Ainsi, les droits des migrants ne sont pas respectés. Les temps de détention varient en fonction des cas, de manière arbitraire.

En guise de synthèse, nous pouvons dire que les migrations salvadoriennes en Amérique du Nord sont anciennes et connaissent une intensification des flux ces dernières années. La typologie même de ces migrations évolue, avec une présence de mineurs non accompagnés et de femmes plus importants qu'auparavant.

Les migrations sont à la fois un enjeu diplomatique entre les différents pays intégrés dans ce processus et une source de revenus pour El Salvador.

Devant l'intensification de ces flux et l'évolution des politiques migratoires étasuniennes, plus répressives et sécuritaires les migrations transnationales deviennent un enjeu diplomatique et politique important dans l'espace Centraméricain.

Cependant, ces évolutions politiques ont des répercussions dramatiques sur les migrants et ne prennent guère en considération les causes de départ des pays centraméricain, notamment la violence. Celle-ci responsable en partie des départs est omniprésente lors du processus migratoire. La traversée du Mexique, entre politique migratoire de rétention et d'expulsion, conduit les individus à emprunter des routes migratoires plus dangereuses. Ainsi, les flux migratoires ne se tarissent pas, contournent les mesures restrictives et les contrôles. Les acteurs criminels des territoires traversés bénéficient des modifications de trajets et assument la continuité des migrations tout en exerçant des violences physiques, sexuelles et économiques sur les migrants.

154 VILLALOBOS Osmar, RAMÍREZ Rubén. Gubernamentalidad Necropolítica Y Resistencia Al Destino De La Muerte En El Sistema Migratorio Mesoamericano, *Revista Antropologica del Sur*, Año 6, Num 12, 2019, pages 28 et 30.

155 Ibid, page 30.

Partie 3 : Politiques publiques et actions privées en faveur des migrations au Salvador

Nous avons précédemment dressé un panorama des causes de migrations dans le cas du Salvador ainsi que les conditions de migrations au Mexique et aux États-Unis. Nous avons présenté les politiques migratoires de ces deux pays à l'égard des migrants ainsi que leurs actions au sein de leurs territoires nationaux.

Cette partie sera l'occasion pour nous de présenter l'action de l'État salvadorien face à la problématique migratoire.

Nous précisons que seules les politiques migratoires concernant les citoyens salvadoriens seront présentées et étudiées. Les politiques et programmes régissant l'immigration au Salvador ne sont, ici, pas présentés.

Nous devons d'abord préciser que la plupart de nos sources pour cette partie proviennent des institutions salvadoriennes et que rares sont les études ou les rapports traitant de l'efficacité des politiques mises en place¹⁵⁶. Nous nous essaierons donc d'analyser de manière critique les programmes et les rapports gouvernementaux, tout en les restituant dans leur contexte.

En effet, analyser les politiques migratoires et leur pratique réelle dans un pays comme El Salvador nécessite d'en connaître les limites et les difficultés.

Pour compléter cela nous nous intéresserons également aux actions civiles et privées qui visent à pallier aux lacunes des initiatives publiques et à les compléter.

Nous nous intéresserons donc principalement aux mesures prises par le gouvernement salvadorien en matière de migrations mais également dans la prise en compte des violences comme causes de migrations. Pour cela nous nous baserons sur un rapport, *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador; Informe Final*¹⁵⁷.

Il convient de préciser que ces analyses sont partielles et ne sont pas l'objet d'un travail de terrain, chose qui permettrait de détailler profondément notre sujet.

¹⁵⁶ *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador; Informe Final*, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador.
Política Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante Salvadoreña y su Familia, Gobierno de El Salvador.

Lorena Guzmán Elizalde, Estudio Regional sobre Políticas Públicas de Integración de Migrantes En Centroamérica y México, coord. Nancy Pérez García, Karla Silvia Meza Soto. Sin Frontera, Mexico, 2014.

¹⁵⁷ *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador; Informe Final*, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador.

Comment se présente l'action de l'État en matière migratoire ? L'État salvadorien, même avec l'aide d'organisations non-gouvernementales (ONG), est-il en mesure d'appliquer une quelconque politique migratoire, malgré les problèmes et les limites auxquels doit faire face? La volonté politique est-elle assez forte ?

Nous allons essayer de répondre à ces questions par le biais de quelques exemples de politiques envisagées et théorisées, sur les migrations internes et sur la prise en charge des migrants expulsés des pays de destinations et accueillis au Salvador.

1) Les politiques migratoires Salvadoriennes concernant les citoyens salvadoriens

Les migrations salvadoriennes sont, nous l'avons vu, anciennes et récurrentes. Cependant, l'action politique traitant des migrations est relativement récente. Nous allons présenter l'évolution de ces politiques.

On remarque une prise en compte régulière du phénomène par les décideurs politiques depuis 1999.

L'OIM¹⁵⁸ relève certains points à améliorer notamment dans la réinsertion des individus expulsés, dans l'assistance à apporter aux migrants durant le trajet et dans le développement du réseau consulaire à l'étranger. Cela peut être amélioré car les structures existent déjà (18 consulats aux États-Unis)¹⁵⁹. De même, la prise en charge des migrants expulsés et l'assistance à leur apporter semble prise en compte dans les politiques migratoires. Cette aide peut être juridique, alimentaire ou diplomatique. De plus, l'État Salvadorien pourrait développer une réflexion et des politiques quant à la question des migrations forcées, dues à la violence et de la question de l'assistance à apporter aux individus concernés.

Au départ, les initiatives en matière de droits des migrants, d'aide qui leur était apportée provenaient d'initiatives privées, de la société. Par exemple, à partir de 2007 l'État a pris en charge le du programme *Bienvenido a Casa*, auparavant géré par des acteurs privés. Ce programme se charge particulièrement du retour des migrants et des problématiques correspondantes. Ainsi, l'initiative était à l'origine privée et l'État l'a finalement intégré.

On peut noter que les mesures sont assez récentes et dénotent d'une reconnaissance politique du phénomène migratoire et de ses enjeux. De plus, il semblerait que la politique nationale n'émane pas uniquement de directives centralisées et étatiques mais plutôt d'une concertation avec les acteurs locaux et les individus impliqués dans le processus migratoire¹⁶⁰. L'État n'est venu qu'après, prendre le relais, pour apporter une aide supplémentaire et semble-t-il tenter de mettre en place un cadre général et coordonné. En 2011, les prérogatives accordées au programme *Bienvenido a Casa* se sont élargies, avec la prise en charge des migrants rebroussant chemin en cours de trajet depuis le Mexique.

Les différentes étapes de cette institutionnalisation se caractérisent par la création d'institutions analysant les besoins et développant des politiques adaptées.

Voici quelques marqueurs temporels. En 1999 fut créée la *Dirección General de Atención a la Comunidad en el Exterior*¹⁶¹, première institution se chargeant de la représentation des intérêts des Salvadoriens à l'étranger. Nous pouvons penser que l'institutionnalisation des migrations fut la 158IOM UNMIGRATION, Perfil de gobernanza sobre la migracion : la Republica de El Salvador, mayo 2018.

159 Ibid, page 5.

160 Ibid.

conséquence de l'importance des populations salvadoriennes réfugiées à l'étranger depuis la guerre civile (1980-1992). Cette institutionnalisation se renforça encore en 2004 par la mise en place du *Viceministerio para los Salvadoreños en el Exterior*¹⁶². On peut voir la création de cette institution comme une prise de conscience politique de la nécessité d'agir en faveur des migrants, notamment en raison de leur poids démographique et de leur importance économique.

En 2006 fut créée *Unidad de Repatriaciones de la Dirección General de Migración y Extranjería* (DGME)¹⁶³. La gestion administrative des migrations lui incombe. Cet organe dépend du Ministère de la Justice et de la sécurité publique et se charge des Salvadoriens situés hors territoire national et des migrants revenus¹⁶⁴. Tandis qu'en 2008 fut mis en place le *Centro de Asistencia a Repatriados*¹⁶⁵. Cela témoigne d'une connaissance du phénomène de migrants revenant, de gré ou de force, au Salvador et posant la problématique de leur accueil.

En 2011, la promulgation de la *Ley Especial para la Protección y Desarrollo de la Persona Salvadoreña Migrante y su Familia*¹⁶⁶ marque la phase actuelle des politiques migratoires et une forme de centralisation des initiatives dont la création en 2012 *Consejo Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante y su Familia*¹⁶⁷ (CONMIGRANTES) n'est que l'aboutissement.

Les orientations migratoires s'articulent de différentes manières. Certaines visent à garder les liens communautaires existant, malgré la migration d'une partie des individus. De ce fait, on cherche à promouvoir des liens culturels, économiques (importances des *remesas*), familiaux, etc. D'autre part, les institutions cherchent à défendre les droits de leurs citoyens engagés dans le processus migratoire. Elles se chargent de défendre ces droits auprès des États dans lesquels sont installés des Salvadoriens et leurs familles. De ce fait, le réseau consulaire salvadorien s'est particulièrement étendu, notamment aux États-Unis et au Mexique. La défense des droits des migrants ne se fait pas uniquement dans le cas de la réussite migratoire et de l'installation définitive. Les institutions salvadoriennes prennent également en considération la situation des migrants en transit ou revenant au Salvador. Ainsi, des mesures de rapprochements entre services consulaires et migrants semblent être développées par l'État salvadorien, et ce dans l'optique d'être plus à même de répondre aux besoins des individus¹⁶⁸. De plus, des initiatives visent à faire connaître leurs droits aux migrants

161 Política Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante Salvadoreña y su Familia, Gobierno de El Salvador, page 22.

162 Ibid.

163 Ibid.

164 Ibid page 3.

165 Ibid page 23.

166 Ibid.

167 Ibid.

168 Ibid, page 25.

que ce soit lors du transit (donc au Mexique) ou lors de l'arrivée dans le pays de destination. Cela se fait par le biais des consulats disséminés en Amérique du Nord.

L'État Salvadorien cherche donc à s'adapter à ce que certains auteurs ont appelé une « société transnationale »¹⁶⁹. C'est à dire une meilleure prise en considération des droits et des intérêts de la population salvadorienne ayant été impliquée directement ou indirectement dans le processus migratoire. La politique publique donne la priorité au développement de cette notion, reconnaissant en elle une forme de développement économique et civique pour le pays. Nous pouvons citer quelques documents dévoilant les axes de développement politique comme le plan *Política Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante Salvadoreña y su Familia, Gobierno de El Salvador*.

Ainsi, l'octroi, en 2012, du droit de vote aux citoyens Salvadoriens vivant hors du territoire national rentre dans cette optique. On peut également inscrire dans cette évolution les facilités d'accès au passeport par voie numérique accordés aux Salvadoriens. La reconnaissance de la double citoyenneté accordée dès 1983¹⁷⁰ s'inscrit dans cette logique. Néanmoins, bon nombres de Salvadoriens n'ont pas d'actes légaux et n'ont donc pas accès aux services relatifs permis par la citoyenneté. Ils n'ont pas été recensés et ne connaissent pas leurs droits¹⁷¹.

Une vision des migrations essentiellement perçues comme économique :

Comme nous l'avons déjà souligné auparavant les migrations sont essentiellement perçues comme relevant de causes économique et familiales. De fait, la mise en place de politiques et de programmes migratoires se fait principalement dans ces optiques, oubliant les causes de violences responsables des migrations. Ainsi, dans le plan de *Política Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante Salvadoreña y su Familia, Gobierno de El Salvador*, établissant les lignes directrices pour la politique migratoire entre 2014 et 2019 la violence occupe une place dérisoire dans les causes de migrations. En effet, la violence et l'insécurité ne sont que dernières dans les raisons invoquées par les individus interrogés derrière les motifs de migrations économiques et familiales¹⁷². Seules 2 225 personnes sur 25 829 ont indiqué avoir migré pour cause

169 Schor, Ralph. "Simon Gildas, Dictionnaire Des Migrations Internationales. Approche Géohistorique." *Revue Européenne Des Migrations Internationales* 32.3 (2016):

170 Emmanuelle Le Texier, « Latinos aux États-Unis : des citoyens « transfrontières » ? », *L'Ordinaire des Amériques*, 208-209 | 2008, page 19.

171 Lorena Guzmán Elizalde, *Estudio Regional sobre Políticas Públicas de Integración de Migrantes En Centroamérica y México*, coord. Nancy Pérez García, Karla Silvia Meza Soto. Sin Frontera, Mexico, 2014, pages 75-76.

172 *Política Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante Salvadoreña y su Familia, Gobierno de El Salvador*, page 26.

de violence en 2014¹⁷³. Cependant, la prise en compte de la violence est un phénomène difficile à étudier, et quantifier ses conséquences sur les populations l'est tout autant.

Au vu de l'importance des *remesas* dans l'économie salvadorienne, nous sommes en droit de penser que l'intérêt de l'État pour les migrations est principalement d'ordre économique et financier.

Cette vision économique se perçoit dans l'implication du réseau consulaire salvadorien, bien implanté aux États-Unis et au Mexique, pays employant de nombreux salvadoriens et principaux pourvoyeurs de *remesas*. On peut émettre l'hypothèse que la représentation des intérêts des migrants salvadoriens implique également celles des ressources financières et des *remesas* envoyées au Salvador.

Dans le cas des droits des travailleurs et d'accès au marché de l'emploi, le rôle des migrants est important. Comme nous l'avons cité dans les parties antérieures les *remesas* représentent 16 % du PIB Salvadorien. De fait, les institutions étatiques et les acteurs privés ont tout intérêt de développer des programmes permettant le transfert de flux financiers et la défense des droits des travailleurs dans les pays de destinations, les individus renvoyant une part conséquente de leurs revenus au Salvador. Ces revenus peuvent être intégrés dans l'économie nationale.

Cas des migrants *retornados* :

Dans le cas des migrants revenant au Salvador, que ce soit volontairement ou suite à leur expulsion d'un pays étranger, les institutions promeuvent la réintégration à la société salvadorienne. Le but étant de faciliter leur intégration au marché du travail ou au sein des communautés locales et d'éviter une marginalisation des individus. Celle-ci entraînerait une nouvelle fois une migration ou bien une précarisation sociale.

Cependant, les causes de migrations, comme l'extorsion et la violence criminelle, sont toujours en vigueur et ne permettent pas d'envisager un retour stable et viable aux migrants expulsés¹⁷⁴.

Les politiques publiques (ou des initiatives privées) pourraient envisager de mettre en place des structures pour intégrer ces individus et éviter qu'ils se risquent de nouveau à émigrer. Cependant, des politiques sociales visant à limiter les migrations ne seraient guère compatible avec l'importance économique qu'ont les dites migrations. De plus, parmi ces migrants expulsés, les mineurs sont de plus en plus nombreux et poussent les institutions à créer de nouveaux outils afin de comprendre les causes de départs et permettre aux mineurs d'espérer un avenir au Salvador ¹⁷⁵.

173 Ibid, page 32.

174 Ibid, page 40

175 Ibid, page 37.

Cependant, l'État ne dispose guère de moyens pour venir en aide à ces individus. Nous n'avons trouvé aucune initiative précise et dirigée par l'État. A partir de ce postulat, nous pouvons penser que l'État se contente de discours et d'annonces sans toutefois les mettre en pratique.

Nous traiterons spécifiquement ce cas particulier en troisième sous partie.

Un exemple de prise en compte de la violence dans les migrations :

Il nous semble que dans la relation entre violences et processus migratoire, les autorités salvadoriennes ne s'intéressent réellement qu'à celles advenant lors du transit migratoire, c'est à dire une fois leurs citoyens ayant quitté El Salvador. Il en résulte une forme d'invisibilité de la violence pré migratoire, qui de ce fait n'est pas intégrée dans les politiques migratoires ou de réinsertion des migrants expulsés ou revenus.

Cela nous semble un refus de responsabilité de la part des autorités salvadoriennes de considérer les violences sévissant dans le pays. Or, idéalement, pour permettre une meilleure réponse politique aux migrations et une prise en charge efficiente des individus il convient de connaître les causes de départ.

En effet, comme nous l'avons démontré plus haut les violences sociales, économiques, domestiques ont un rôle crucial dans les migrations. Nous pensons qu'en légiférant et mettant en place des structures d'accompagnements ou de luttes contre la violence, des programmes sociaux soutenant les familles les plus démunies, l'impact sur les migrations pourrait être important. Cependant, l'action de l'État Salvadorien est principalement sécuritaire et répressive.

Pour illustrer notre propos, nous allons prendre pour exemple le rapport intitulé « *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final* » réalisé en 2018 par l'État Salvadorien, avec le concours d'autres institutions civiles et internationales, traitant des migrations internes pour causes de violences¹⁷⁶.

Les migrants internes ou déplacés internes (pour causes de violences criminelles par exemple) ne sont pas pris en compte alors (ou parce que) qu'ils sont encore sur le territoire national. Seuls les migrants transnationaux peuvent bénéficier, théoriquement, d'une forme de protection des droits de l'Homme. Or, les déplacés internes ne sont pas reconnus par l'État, la violence criminelle étant elle-même sous-évaluée. Les conséquences socio-économiques pour les individus concernés à ce phénomène n'en sont pas moins dramatiques et digne d'être bénéficiaires d'une politique institutionnelle.

Nous aborderons ce cas particulier dans la prochaine sous partie.

¹⁷⁶ *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final*, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador.

L'État et les institutions tentent de mettre en place des programmes :

Tout d'abord il a fallu développer un arsenal législatif adapté aux questions des violences ainsi qu'aux migrations. De fait, le présent rapport s'intègre pleinement dans l'optique de connaissance des violences afin d'adapter les réponses institutionnelles.

En 2015, a été promulgué le *Plan El Salvador Seguro* afin d'endiguer les violences et de protéger les populations. Ce plan s'articule autour de cinq axes :

- 1) *Prevención de la violencia*
- 2) *Control y persecución penal*
- 3) *Rehabilitación e inserción social*
- 4) *Protección y atención a víctimas*
- 5) *Fortalecimiento institucional*¹⁷⁷

On peut douter de la capacité de l'État à mener ces multiples objectifs. Toutefois, il faut reconnaître l'effort (théorique) fourni.

Dans notre cas, ce qui nous intéresse prioritairement serait les programmes de protection et d'assistance apportées aux victimes : *Oficinas Locales de Atención a Víctimas*¹⁷⁸ semblent répondre à cet objectif. Le but étant de rapprocher les services de l'État et les populations, en s'implantant directement dans les communautés touchées pour répondre aux besoins spécifiques de chaque individu. Cela implique donc de développer des axes propres aux violences de genres et d'âges. Ces structures facilitent la prise en charge, le témoignage des victimes. Cependant, on peut se questionner sur les suites de cette initiative. En effet, le risque de témoigner, de violences subies tout en vivant au sein des mêmes structures violentes limitent la portée de l'aide. Ce programme est basé sur l'anonymat, sensé limiter les risques pour les victimes et faciliter les témoignages.

L'État Salvadorien ne peut également développer une politique migratoire et des programmes ambitieux. Il est contraint par sa faiblesse économique et d'autres maux, tels que la corruption, l'extorsion et la lutte contre les groupes criminels. Dans d'autres domaines, l'État collabore avec des acteurs civils afin de pouvoir répondre aux besoins des populations. Par exemple, dans le cadre de la lutte contre l'extorsion, l'industrie sucrière s'est associée à la police. Cette collaboration, ayant pour but de mettre fin à l'extorsion que subissaient les producteurs sucriers, se caractérise par l'appui financier de cette industrie envers les forces de sécurité¹⁷⁹. Cet exemple illustre la faiblesse de l'État Salvadorien et la nécessité de collaborer avec ces citoyens. Malgré cela, l'État Salvadorien

¹⁷⁷*Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final*, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador, page 42.

¹⁷⁸ Ibid, page 45.

reste attaché à une certaine forme d'autoritarisme, qu'illustrent les politiques sécuritaires de guerre contre les *pandillas* génératrices de violences.

L'État peut planifier et édicter les lignes directrices d'une politique migratoire, mais cela reste théorique. Les discours politiques étant limités dans la pratique par le manque de moyens financiers et humains, mais aussi par la gestion de multiples problèmes sécuritaires et économiques. À titre d'exemple, en 2019, le budget de l'État Salvadorien était de 6 733, 2 millions de dollars dont 45 000 000 dollars alloués aux affaires étrangères dont dépendent les politiques migratoires¹⁸⁰. Ainsi, l'ensemble des programmes dépendant de ses fonds, limitant leur portée et leur efficacité, par exemple le programme *Protección y el Desarrollo de la Persona Migrante Salvadoreña* principale initiative politique n'avait un budget que de 195 650 dollars en 2019¹⁸¹.

A cela s'ajoute la pression internationale en matière de migrations, notamment celle des États-Unis. Comme le Mexique, les pays du Triangle Nord de l'Amérique Centrale se voient contraints d'aligner leur politique migratoire en fonction des intérêts étasuniens. Dans le cas salvadorien, nous pouvons citer l'exemple de la création de la *Patrulla Fronteriza* basée sur le modèle de la *Border patrol* étasunienne¹⁸². Les financements proviennent en partie de subventions des USA, tous comme les formations et les objectifs inspirés des missions de la *Border Patrol* transposés au Triangle Nord de l'Amérique Centrale. Le contrôle migratoire est une des priorités de l'agenda politique américain qui le répercute sur les gouvernements centraméricains. Cela se traduit par la contention des départs et des caravanes de migrants.

Le journaliste parle de « *silencio cómplice de los gobiernos centroamericanos* »¹⁸³ et s'attaque au président Bukele qui s'aligne sur les intérêts étasuniens. Cependant, on peut douter de la capacité du président Bukele de négocier avec le gouvernement de M.Trump, El Salvador dépendant en partie des *resemas* des USA, de subventions américaines diverses et dont une partie de sa population vit sur le sol étasunien. Cependant, les journalistes semblent sceptiques et ne voient dans ces politiques qu'un alignement du Salvador sur les positions américaines de contention migratoire, se faisant au détriment de citoyens salvadoriens. Cet article témoigne d'une relative liberté de la presse et d'une capacité à critiquer le gouvernement.

Devant la pression mise par les USA, le gouvernement salvadorien semble mettre en place des cadres et institutions. Malgré cela leur efficacité reste à démontrer car comme l'indique le quotidien El Faro « *Entre el 1 de enero y el 31 de julio de 2018, 14,226 personas fueron deportadas a El*

179 The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Insight Crime, Una Cultura Criminal, extorsion en Centroamerica , mayo 2019, page 54.

180 <https://www.eleconomista.net/economia/Gobierno-salvadoreno-propone-presupuesto-de-6733-millones-23-mas-que-2018-20180928-0027.html>

181 Ramo de Relaciones Exteriores, presupuesto 2019, pages 4 et 5.

182 https://elfaro.net/es/201909/el_salvador/23649/El-Salvador-lanza-su-patrulla-fronteriza-y-se-une-a-ola-de-complacencia-regional-a-Trump.htm

183 Ibid.

*Salvador desde Estados Unidos y México. Mientras que este año, esa cifra en el mismo periodo es de 22,665. Eso significa que unos 107 salvadoreños han sido deportados a diario; esa cifra era de 67 en 2018. »*¹⁸⁴. De fait, on peut douter de la réelle capacité du Salvador à contrôler ces flux et voir en la création de cette *Patrulla Fronteriza* uniquement une annonce et non une réelle volonté de contenir les flux migratoires. Cela peut s'expliquer par l'intérêt du pays à « exporter » sa population contre des *remesas*.

Les critiques d'*El Faro* à l'égard du gouvernement de M.Bukele se caractérisent par une vision d'un alignement du Salvador sur la politique de Washington. Deux articles de *El Faro* illustrent cette vision journalistique¹⁸⁵. Ces deux articles définissent El Salvador comme « *otro complice* »¹⁸⁶ de M.Trump, critiquant l'amalgame fait entre migrants et criminels que le silence des gouvernements centraméricains ne fait que corroborer¹⁸⁷. Cette rhétorique justifie l'usage de la force envers les migrants ainsi que les différentes mesures répressives et les expulsions massives.

Nous pouvons supposer qu'El Salvador n'est pas en mesure de contredire les États-Unis tandis que la répression des migrations peut entrer pleinement dans les mesures répressives envers les *pandilleros*.

L'autre aspect critiqué par les journalistes d'*El Faro* provient du manque de débat démocratique dans l'alignement politique avec les États-Unis. Par exemple, le cas d'un accord signé entre El Salvador et les États-Unis permettant l'envoi par les étasuniens de migrants illégaux entrés sur leur territoire est dénoncé par l'article « *El acuerdo que convirtió a El Salvador en otro cómplice de Trump* », publié le 23 septembre 2019. Ils peuvent être expulsés au Salvador sans en être citoyen ni même n'y être jamais entré lors du processus migratoire. De ce fait, le pays devient par « *un acuerdo de tercer país seguro sin necesidad de decirlo* »¹⁸⁸, maillon nécessaire dans la politique de contention des flux migratoire à destination des États-Unis.

184 Ibid.

185 https://elfaro.net/es/201902/el_salvador/23041/EUA-vuelve-a-criminalizar-a-las-caravanas-migrantes-y-Centroamérica-enmudece.htm
https://elfaro.net/es/201909/el_salvador/23670/El-acuerdo-que-convirtió-a-El-Salvador-en-otro-cómplice-de-Trump.htm

186 https://elfaro.net/es/201909/el_salvador/23670/El-acuerdo-que-convirtió-a-El-Salvador-en-otro-cómplice-de-Trump.htm

187 https://elfaro.net/es/201902/el_salvador/23041/EUA-vuelve-a-criminalizar-a-las-caravanas-migrantes-y-Centroamérica-enmudece.htm

188 https://elfaro.net/es/201909/el_salvador/23670/El-acuerdo-que-convirtió-a-El-Salvador-en-otro-cómplice-de-Trump.htm

2) L'impact de la violence sur les migrations

« Según la información recopilada, en el 1,1 % de las familias residentes a finales de 2016 al menos uno de sus integrantes se vio obligado a cambiar su lugar de residencia habitual dentro del El Salvador entre 2006 y 2016 como resultado o para evitar los efectos de hechos de violencia »¹⁸⁹.

Ce rapport gouvernemental traitant de la question des déplacés internes pour cause de violence est le 1^{er} effort fait pour prendre en considération ce problème. Le chiffre de 1.1 % semble toutefois faible par rapport aux nombres de migrants internes ou internationaux quittant El Salvador.

Le gouvernement a attendu 2016 pour établir un rapport sur cette question alors que la violence endémique se poursuit depuis la fin de la guerre civile en 1992. Cette question était totalement occultée par les autorités empêchant toute action politique en faveur d'individus ayant dû fuir leur domicile.

Nous pouvons douter de la volonté de l'État d'étudier les déplacements de populations liés à la violence car cela démontre l'incapacité des gouvernements successifs à mettre un terme à la violence. Au contraire, les chiffres de la dernière décennie montrent une augmentation de la violence criminelle (voir partie 2) qui s'est diffusée dans une grande partie du territoire national, notamment dans les quartiers déshérités de San Salvador.

De plus, la vision de résolution des problèmes de criminalité et de narcotrafic par des politiques répressives n'a fait qu'augmenter la violence, l'étendre aux diverses couches de la société. Par exemple, l'incarcération massive de *pandilleros* a permis aux gangs de recruter de nouveaux membres et de se restructurer¹⁹⁰. L'État est en partie responsable de la violence et des déplacements des individus de par la continuité des politiques répressives et la violence. En effet, la mise en place de l'extorsion systématique dans certaines zones du Salvador serait liée à la pression exercée sur les gangs par les mesures répressives¹⁹¹. De fait, nous pouvons comprendre les réticences gouvernementales à analyser ce cas précis de migration impliquant une responsabilité directe.

Nous décidons d'intégrer à notre étude cette question des migrants internes car ils sont également concernés par la question des violences. Nous chercherons à voir quelles mesures sont envisagées quant à ces migrants, comme nous le ferons pour les migrants expulsés revenant au Salvador.

189 *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final*, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador, page 7.

190 The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Insight Crime, *Una Cultura Criminal*, extorsion en Centroamerica, mayo 2019, page 10.

191 *Ibid*, page 11.

Le rapport affirme que selon son étude 5 % seulement des sondés auraient migré pour cause de violences¹⁹². Or, nous pouvons être sceptique quand on sait que, dans le cas de la criminalité organisée, elle est présente sur 94 % du territoire salvadorien. À cela, il faut ajouter les violences domestiques (à l'égard des femmes et des mineurs). De plus, même dans les cas où la violence directe n'est pas responsable du départ du lieu d'origine, elle peut avoir une incidence sur d'autres causes de migration. En effet, la migration d'ordre économique peut être causée par la perte d'un emploi suite à l'action de groupes criminels pratiquant l'extorsion¹⁹³. Il en est de même pour les raisons d'ordres familiales (réunifications familiales). Partir de son lieu d'origine pour rejoindre un parent ou membre de sa famille dans une autre partie du Salvador peut être lié au climat de violence. Ainsi, le premier individu ayant migré car il sentait sa vie menacée pourra faire venir sa famille, qui elle invoquera des raisons familiales de migrations. Or, on voit que toutes les causes sont connectées.

Par conséquent, nous pensons que le chiffre évoquant le nombre de migrations dues à la violence n'est pas réaliste. De plus, nous pouvons formuler une autre critique quant à la terminologie employée dans le rapport. En effet, lorsque l'on migre pour des causes de violences on parle de « migrations forcées ». Ce terme n'apparaît à aucun moment dans le texte.

Cela peut s'expliquer par la difficulté de l'État Salvadorien à reconnaître le peu d'emprise qu'il a sur des pans entiers de son territoire ainsi qu'à reconnaître son impuissance face à une violence élevée dans un État ne subissant pas de guerre civile.

L'un des aspects importants en matière de migrations forcées est l'âge relativement jeune des migrants¹⁹⁴. Ceux-ci comme nous avons pu l'évoquer plus haut, sont plus susceptibles d'être concernés par la violence. De ce fait, ils seraient importants pour l'État de mettre en place des politiques adaptées à ces populations et leur permettant d'échapper à la violence criminelle. Ainsi, les politiques migratoires ne doivent pas être pensées seules mais intégrées à une perspective globale de développement, d'éducation, d'intégration professionnelle et de justice sociale.

De plus, la violence n'est pas directe mais diffuse. Parfois, la perception de la violence, la crainte pousse les individus à fuir, sans toutefois avoir été victime de violences¹⁹⁵. Parmi les individus ayant indiqués avoir migrer pour des raisons de violences, 87 % expliquent avoir fui suite à des violences directes contre eux ou leurs proches, tandis que 11 % mettent en avant l'environnement violent quotidien comme cause de migration interne¹⁹⁶. Cela nous montre que la fuite est perçue comme

192 *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final*, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador, page 17.

193 Ibid, page 22.

194 Ibid, page 19.

195 Ibid, page 21.

196 Ibid.

plus à même de régler le problème de la violence sur le court terme que l'action de l'État, incapable d'apporter des solutions à ses citoyens.

En outre, il semble que quand on parle des violences, on ne s'intéresse qu'aux violences criminelles et politiques. Or, les violences domestiques à l'encontre des femmes et des mineurs sont fréquentes et en parties responsables des volontés de migrer. 23 % des sondés parlent de violences domestiques. Il existe plusieurs programmes gouvernementaux cherchant à s'intéresser à ces violences (*Ciudad Mujer*, etc). Comme pour les autres cas de violences on peut s'interroger quant à la réalité des chiffres et aux nombres de témoignages relatifs aux violences domestiques. Le lien entre violences domestiques, sexuelles et également extorsion sexuelle¹⁹⁷ et les chiffres (présentés en partie 2) témoignant d'une hausse des migrations féminines peut être envisagé.

De même, on peut émettre des doutes quant à la perception même de violences au sein de la société salvadorienne, accoutumée depuis plusieurs décennies à divers types de violences et à l'impunité de la corruption politique¹⁹⁸. L'héritage de la guerre civile de l'amnistie mise en place lors de la paix établie un précédent important en matière d'impunité des actes de violences commis par des membres de forces gouvernementales¹⁹⁹.

La corrélation²⁰⁰ existant entre les taux d'homicides au Salvador et les déplacements de populations liés à la violence. Comme on peut s'y attendre, les années 2012-2013 ayant des taux de 41 et 40 homicides pour 100 000 habitants correspondent aux plus faibles pourcentage de déplacés (10 % et 8 %)²⁰¹. Cela montre une corrélation entre violences et migrations. De plus, cela questionne également la politique sécuritaire des gouvernements car, hormis en 2012-2013, seule la répression policière et l'incarcération était mise en avant. La conséquence logique en est une hausse de la violence. Cette baisse des années 2012-2013 s'explique par la paix mise en place entre les deux groupes criminels principaux (M13 et B18) et le gouvernement d'alors²⁰².

197 The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Insight Crime, Una Cultura Criminal, extorsion en Centroamerica , mayo 2019, page 26

198 RUHL Mark, Political Corruption in Central America: Assessment and Explanation, Latin American Politics and Society, Vol.53, Cambridge University Press, 2011, page 41.

199 DOBBINS, James, Laurel E. MILLER, Stephanie PEZARD, Christopher S. CHIVVIS, Julie E. TAYLOR, Keith CRANE, Calin TRENKOV-WERMUTH, and Tewodaj MENGISTU. "El Salvador." In *Overcoming Obstacles to Peace: Local Factors in Nation-Building*, 67-92. RAND Corporation, 2013, page 80.

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Insight Crime, Una Cultura Criminal, extorsion en Centroamerica , mayo 2019, page 14.

200 *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final*, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador, page 23.

201 Ibid, page 23.

202 <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/enjuiciamiento-funcionarios-el-salvador/>

Cependant, cette trêve n'a pu perdurer devant l'hostilité politique d'un accord perçu comme une capitulation face au crime organisé. De fait, la violence s'est de nouveau diffusée causant de nouveaux départs.

Nous développons cet exemple afin d'illustrer que promouvoir des programmes d'aides aux migrants et chercher à les réinsérer est utile, mais que mettre en place des conditions de vie décentes et assumer la protection de ces citoyens serait un moyen efficace pour lutter contre le déplacement des populations et les conséquences qui en découlent. Ainsi, mise à part la violence physique directe, la santé psychologique, la sociabilité des individus en sont fortement impactées²⁰³. La violence et ses conséquences déstabilisent la société salvadorienne en profondeur. De plus, certains individus n'en sont pas à leur première migration interne mais changent de domicile régulièrement²⁰⁴. Cela s'explique par le maillage criminel important sur un territoire exigu (El Salvador est le plus petit pays d'Amérique) faisant peser sur les populations une menace constante. Une migration interne peut laisser présager un futur départ à l'étranger.

Il faut noter la preuve de bonne volonté (réelle ou factice ?) du gouvernement salvadorien à étudier les déplacements de populations internes. Ce phénomène a pris de l'ampleur entre 2006 et 2016, passant de 3 % à 16 % dans les causes de justifications de migrations²⁰⁵. Durant cette décennie, les politiques sécuritaires nationales n'ont pas amené la moindre réponse viable à la violence endémique. Au contraire, celle-ci serait encore plus responsable des mouvements de populations. Ce rapport ne traite que des migrants internes, mais on peut supposer que ces chiffres correspondent (dans les tendances) dans les causes de migrations internationales.

La question de la fiabilité des chiffres ne se pose pas qu'à l'encontre de l'État, qui chercherait à les minimiser. En effet, dans les communautés contrôlées par les *pandillas*, témoigner n'est guère envisageable. Les *maras* contrôlent les mouvements et les informations au sein de leurs territoires tandis que la collusion entre certains membres des forces de l'ordre et les criminels n'incite pas à témoigner des violences subies²⁰⁶.

En outre, dans le cas des déplacés, ceux-ci cherchent à se faire oublier, à être invisibles entraînant de fait une amnésie collective et l'impunité des crimes subis²⁰⁷.

203Ibid, page 26.

204 Ibid, page 27.

205 Ibid, page 23.

206 The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Insight Crime, Una Cultura Criminal, extorsion en Centroamerica , mayo 2019, page 13.

207 *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final*, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador, page 38.

Les populations optent pour différentes stratégies face à la violence :

Les citoyens ne sont pas sans défenses ni options face aux actes de violences. Ils établissent des stratégies personnelles, qui peuvent être liées aux contextes sécuritaires ou économiques tout comme dépendre uniquement de facteurs personnels et individuels. Les individus sont acteurs et participants des phénomènes présentés dans ce mémoire et pas uniquement des victimes collatérales dépendant uniquement des politiques publiques.

Selon le rapport *Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final*, 29 % des personnes ayant été victimes de violences et ayant quitté leur domicile ont témoigné devant les organes de l'État (malgré la crainte de liens que peuvent avoir les policiers et les gangs et menaces pour leurs vies)²⁰⁸. 70 % indiquent avoir été menacés pour ne pas témoigner tandis que 17 % n'avaient pas confiance dans les institutions et les fonctionnaires²⁰⁹. Néanmoins, les individus trouvent du soutien lors de la migration. La solidarité familiale ou amicale est privilégiée, seulement 3% des sondés cherchèrent assistance auprès des institutions contre 21 % pour la famille. Nous pouvons douter de l'exactitude des chiffres et des témoignages, malgré tout ils indiquent une tendance générale de méfiance de la population à l'égard des institutions.

D'après le rapport « *Una Cultura Criminal, extorsion en Centroamerica* »²¹⁰, les populations peuvent accepter l'autorité des *pandillas* et se soumettre à l'extorsion. Différentes raisons peuvent expliquer ce comportement. D'une part, les populations peuvent craindre pour leur vie, être menacées. D'autre part, l'État perd en légitimité auprès de ses citoyens devant son incapacité à mettre fin à l'extorsion, à la violence mais également à la corruption de ses fonctionnaires²¹¹.

Les causes des migrations sont, en partie, dues à l'incapacité de l'État à mettre un terme aux violences (ou du moins à les endiguer), à proposer des services sociaux de luttés contre la pauvreté, les inégalités ainsi que de promouvoir la création d'infrastructures scolaires, de formations professionnelles favorisant des conditions de vie décentes et des opportunités d'avenir dans le cas des plus jeunes. Cependant, il ne faut pas minimiser l'action des individus, leur « agentivité ». L'action réelle de l'État en faveur des migrations ne va guère dans ce sens. Depuis l'élection de Nayib Bukele en 2019 à la présidence du pays, l'orientation de la politique migratoire semble s'aligner sur le modèle prôné par l'administration Trump, c'est-à-dire vers un renforcement des contrôles , de même que sur le plan intérieur se poursuit la répression massive des *pandillas*. Cela

208Ibid, page 36.

209Ibid.

210 The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Insight Crime, *Una Cultura Criminal, extorsion en Centroamerica* , mayo 2019.

211 Ibid, page 4.

se traduit par une tendance à l’incarcération massive de supposés *pandilleros* et à un déploiement des forces de sécurité partout dans le pays. L’objectif étant de combattre les gangs par la violence. Dans le cas des migrations, nous avons pu voir que l’influence étasunienne se ressentait dans la création d’une *patrulla fronteriza* (même si son implication sur le terrain restera à prouver) tout comme dans la continuité des flux de renvoi de migrants salvadoriens depuis les États-Unis même durant la pandémie de COVID-19.

3) La prise en charge des migrants expulsés

Nous allons nous intéresser au cas des migrants expulsés ou revenus de leur plein gré au Salvador, les *retornados*. Il s'agit des migrants, généralement, expulsés des États-Unis ou du Mexique en direction du pays d'origine.

Pour l'individu expulsé plusieurs problèmes se posent. Il est peut-être coupé de son foyer familial (restée dans le pays de destination ou continuant le trajet migratoire), sans emploi ou sans source de revenu. Cela implique qu'il ne peut pas rembourser la dette contractée avant le processus migratoire et lui ayant permis de quitter El Salvador²¹².

En plus de ces problèmes financiers provenant de l'expulsion, d'autres obstacles peuvent apparaître dans le pays d'origine :

*« 1) la falta de oferta laboral, desempleo y la incapacidad de finiquitar sus deudas, 2) falta de servicios adecuados y suficientes, 3) falta de información sobre los servicios existentes, 4) falta de documentación para acceder a servicios básicos, 5) problemas de salud física y mental consecuencia de las experiencias vividas y 6) estigmatización, criminalización y discriminación por parte de la comunidad local e instituciones »*²¹³.

De fait comme cette citation l'indique, les problèmes ayant pu causer le départ du Salvador sont multiples et toujours présents lors du retour au Salvador. Or, l'individu expulsé ou revenant est cette fois-ci déconnecté de cette réalité nationale et sa situation personnelle est précaire. Comme nous avons pu le voir plus haut, le budget public alloué aux services sociaux étant faible, on ne peut qu'être sceptique quant à l'efficacité d'éventuels programmes publics liés au *Centro de Asistencia a Repatriados* mis en place pour aider les migrants *retornados* à se réintégrer à la vie locale. Nous n'avons pu trouver de données pertinentes à intégrer à ce propos.

À nos yeux, il semble intéressant de voir que malgré le manque de moyens financiers et humains des initiatives sont mises en place, notamment par l'accès à l'information et à la connaissance de leurs droits qui est donné aux migrants potentiels ou avertis.

Nous pouvons également supposer que ses individus sont rejetés par la société de leur pays d'origine en plus d'avoir été expulsé du pays de destination impactant nécessairement leur santé mentale.

212 Lorena Guzmán Elizalde, Estudio Regional sobre Políticas Públicas de Integración de Migrantes En Centroamérica y México, coord. Nancy Pérez García, Karla Silvia Meza Soto. Sin Frontera, Mexico, 2014, page 51.

213 Ibid, page 51.

Politique et action publique envers les migrants revenant et les émigrants:

L'évolution du cadre juridique et des politiques migratoires ces dernières années au Salvador serait liée, principalement, à l'importance de cette diaspora dans le développement national. Cependant, nous le répétons, malgré un certain intérêt envers ces migrants et la reconnaissance de leurs apports à leur communauté d'origine (par exemple les *remesas*) peu d'actions concrètes sont mises en place pour aider les émigrants et les *retornados*. En outre, El Salvador ne diffère pas des autres pays engagés dans le processus migratoire, percevant *de facto* les migrations par le prisme de la sécurité nationale. Cela se traduit par une attention plus policière et judiciaire que sociale à l'égard des migrants expulsés des États-Unis et du Mexique²¹⁴ avec l'assimilation qui est faite entre migrants et criminels²¹⁵.

L'un des points positifs dans le cas salvadorien provient du nombre d'organismes traitant des situations de migrants *retornados* (CONAMPYE, CONMIGRANTES, DGME, INJUVE, RREE, MAG, MINED, MINSAL, MINSPJ, MTPS²¹⁶) et des émigrants. Ces organismes sont interministériels et relativement récents. Certains intègrent également la participation d'acteurs civils permettant une approche plus concrète et moins bureaucratique. Cependant, la multitude des organismes ne garantit ni leur volonté d'agir ni leur efficacité réelle. Ces deux facteurs dépendent principalement de l'impulsion politique donnée, du budget et aussi du poids que l'opinion publique accorde à ces programmes.

Il ne faut pas oublier qu'au Salvador les principales réalités quotidiennes sont le chômage et l'insécurité, thèmes régulièrement traités par les différents gouvernements quoique de manière similaires et relativement inefficace (politiques de *mano dura* successives à l'égard des gangs et aucune remise en cause du système socio-économique générant une précarité importante) ainsi que la corruption des élites politiques²¹⁷. D'après le rapport de l'ONG Transparency International « *Global Corruption Barometer Latin America & the Caribbean 2019: Citizen's Views and Experiences of Corruption* », 93 % des salvadoriens pensent que la corruption est un énorme problème pour le pays²¹⁸ et 64 % des sondés ont une mauvaise opinion de la politique anticorruption de leur pays²¹⁹. Le président Nayib Bukele a été élu en 2019 suite à une campagne axée sur la lutte anticorruption et la promesse de créer une commission internationale contre l'impunité au Salvador

214Ibid, page 52.

215 https://elfaro.net/es/201902/el_salvador/23041/EUA-vuelve-a-criminalizar-a-las-caravanas-migrantes-y-Centroamerica-enmudece.htm

216 Comisión Nacional del a Micro y Pequena Empresa, Consejo Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante y su Familia, Dirección General de Migración y Extranjería, Instituto de la Juventud, Ministerio de Relaciones Exteriores, Ministerio de Agricultura y Ganadería, Ministerio de Educación, Ministerio de Salud, Ministerio de Interior, Seguridad Pública y de Justicia, Ministerio de Trabajo y Previsión Social.

217 PRING, Coralie, Jon VRUSHI, and Caryn PEIFFER. *GLOBAL CORRUPTION BAROMETER LATIN AMERICA & THE CARIBBEAN 2019: CITIZENS' VIEWS AND EXPERIENCES OF CORRUPTION*. Report. Transparency International, 2019.

218 Ibid, page 10.

219 Ibid, page 13.

(CICIES), comme celle agissant au Guatemala (CICIG) jusqu'en 2018²²⁰. Cependant, à l'heure actuelle, cette promesse n'a pas été concrétisée.

Comme Lorena Guzman Elizalde l'affirme²²¹, les associations et autres organisations émanant de la société doivent palier aux carences de l'État. Ces organisations sont nombreuses et soutenues par des institutions internationales telles l'Organisation Internationale des Migrations et le Haut-Commissariat aux Réfugiés ainsi que par d'autres acteurs privés d'importance comme l'Église Catholique (par le biais de *Catholic Relief Service*)²²². On peut voir que ces conseils se concentrent sur la prévention, l'information et la connaissance des situations ainsi que sur une vision humanitaire et d'assistance. Ainsi, 54 % de ces programmes se concentrent sur l'aide légale et l'assistance humanitaire (il s'agit de programmes sur toute la région du Triangle Nord de l'Amérique Centrale, mais permettant d'avoir une idée de leur typologie), accès à l'éducation, l'emploi et information pour 39 % et 6 % sont des programmes médicaux²²³. El Salvador possède 17 organisations privées établissant des programmes d'aides envers les migrants²²⁴. Cela illustre une forme de vitalité de la société salvadorienne, qui s'organise afin d'aider les migrants en se substituant à l'État.

Le défi semblerait d'axer la coopération entre organisations internationales, institutions gouvernementales, locales et acteurs privés et ce afin de garantir une meilleure prise en considération des besoins et une responsabilisation des différents échelons concernés par les migrations. Cependant, le gouvernement salvadorien actuel se caractérise par une tendance à l'autoritarisme, que la concertation et le débat démocratique entrave. Pour exemple, nous pouvons rappeler que le 9 février 2020, M. Bukele a fait irruption en session parlementaire accompagnée d'hommes armés, afin de faire pression sur le Congrès pour l'adoption d'un prêt visant à financer les forces de sécurité²²⁵. Cette approche des relations politiques nous permet de supposer que le débat entre la société salvadorienne et l'État ne soit guère envisagé de manière pacifique.

Le cas des migrants *retornados* diffère. Ceux-ci n'ont pas besoin d'une aide lointaine mais d'une assistance locale et immédiate car ils se retrouvent comme des étrangers dans leur propre pays. Ils peuvent être séparés de leur famille, ne pas avoir de documents légaux, n'avoir aucune

²²⁰ https://elfaro.net/es/202001/el_salvador/23938/La-ONU-propuso-una-Cic%C3%ADes-como-la-de-Guatemala-y-Bukele-prefiri%C3%B3-la-de-la-OEA.htm

²²¹ <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/cicies-bukele-el-salvador-papel/>

²²² Lorena Guzmán Elizalde, Estudio Regional sobre Políticas Públicas de Integración de Migrantes En Centroamérica y México, coord. Nancy Pérez García, Karla Silvia Meza Soto. Sin Frontera, Mexico, 2014, page 56.

²²³ Ibid.

²²⁴ Ibid, page 57.

²²⁵ Ibid, page 58.

²²⁶ <https://elfaro.net/es/202005/columnas/24393/La-nueva-generación-de-autoritarios-latinoamericanos.htm>

connaissance des services publics basiques auxquels ils ont droit et sont privés d'emploi et donc de revenus. De fait, l'accès au marché du travail national leur est restreint et les programmes d'insertions professionnelles ne possèdent ni les moyens humains et financiers permettant un accompagnement efficace²²⁶. Cependant, nous n'avons pu trouver de sources fiables témoignant de cette réalité.

Pour conclure, les champs d'actions pour les institutions gouvernementales et les organisations privées sont nombreux. Toutefois, agir en faveur de l'éducation et de la formation des mineurs (au Salvador ou dans les pays de destinations) limiteraient la migration ainsi que la criminalité. Cependant, nous pouvons douter de la volonté du gouvernement d'agir en ce sens, les migrations apportant des apports financiers importants. Ainsi, maintenir un système violent et inégalitaire, par le biais de politiques économiques néolibérales, de la corruption ou de la participation à des activités liées au crime organisé et de la captation des revenus migratoires nous paraît être favorable à l'élite salvadorienne et l'État. D'autres axes peuvent être développés notamment en termes de luttes contre les discriminations dont sont victimes les migrants expulsés et considérés comme des criminels. De même pour les femmes et les mineurs qui sont victimes de violences et qui doivent être pris en charge lors du processus migratoire ou lors du retour au Salvador.

Pour résumer, depuis le début du 21^{ème} siècle, El Salvador a mis en place des institutions et des politiques migratoires visant à promouvoir la citoyenneté salvadorienne à l'extérieur du territoire national, à faire respecter les droits de ces citoyens en situations de migrations par le biais d'un maillage consulaire. Toutefois, ces actions ont une portée limitée, l'État étant confronté à d'autres problèmes importants et étant relativement faible.

Dans le cas des migrants forcés, on a pu voir que la prise en compte de la violence comme facteur de migrations reste marginalisée et sous-évaluée par rapport aux migrations économiques. Celles-ci fournissent des *remesas* indispensables à l'économie salvadorienne. À l'inverse, les violences restent un sujet difficile à reconnaître pour l'État, responsable d'une partie des violences et incapable d'endiguer les autres.

Il faut également souligner que la situation économique salvadorienne et le poids de l'État ne permettent pas de résoudre tous les problèmes liés aux migrations.

²²⁶ Lorena Guzmán Elizalde, Estudio Regional sobre Políticas Públicas de Integración de Migrantes En Centroamérica y México, coord. Nancy Pérez García, Karla Silvia Meza Soto. Sin Frontera, Mexico, 2014, page 64.

Conclusion

Nous avons essayé de démontrer l'impact des violences dans le processus migratoire au Salvador. Ces violences sont anciennes et protéiformes. La guerre civile et ses conséquences ont marqué la société salvadorienne, tout comme l'impunité envers les crimes commis lors du conflit que l'accord de paix de 1992 a entériné.

La période démocratique issue de ces accords a vu l'apparition de nouvelles violences, cumulées avec des fractures sociales anciennes et toujours vivaces. Les inégalités socio-économiques n'ont été atténuées ni par la guerre ni par la démocratie, perpétuant ainsi l'exclusion d'une part importante de la population, ne trouvant de solution que dans la migration. L'apparition de nouveaux acteurs criminels liés à la mondialisation criminelle et au narcotrafic s'est cumulée avec la présence des *maras*, ces gangs urbains salvadoriens, générant une violence forte. Cette violence, mise en relation avec les flux migratoires provenant du Salvador, montre une corrélation importante.

Les chiffres et les discours officiels minimisent cette violence et leur impact sur les migrations.

Cette violence se perpétue également par les politiques migratoires actuelles. Washington analysant les phénomènes migratoires sous l'angle de la sécurité nationale, influence les politiques migratoires des pays d'Amérique Centrale et du Mexique. Cela se traduit par un durcissement des conditions légales de migrations et de transit. Ainsi, la réponse aux migrations causées par une violence structurelle sévissant dans les États de départ se traduit par une mutation des pays de destinations et de transit. Ceux-ci renforcent les mécanismes de violences, les difficultés physiques et juridiques, facilitent la rétention et l'expulsion des migrants illégaux.

A notre sens, l'autoritarisme et la violence sont les seuls résultats de ses politiques de rétention, les flux migratoires continuant de se poursuivre. Cela nous pousse à analyser les politiques mises en œuvre dans les territoires d'origines des migrants et de nous questionner sur les capacités d'actions de l'État et de sa volonté politique. Ce qui ressort de notre recherche est que le lien entre violence et migration n'est pas prioritaire dans l'élaboration de politiques migratoires, marginalisant de fait les victimes et affaiblissant les potentielles actions envisagées. Cependant, cela s'explique par la difficulté qu'à l'État de reconnaître l'échec des politiques sécuritaires, se poursuivant à l'heure actuelle, ainsi que l'importance économique jouée par les migrations.

Analyser les migrations sous l'angle des violences nous permet de dresser un panorama non seulement de la violence que subissent les migrants lors du processus migratoire mais également de la place de celle-ci dans la prise de décision des individus. En cela, on peut parler dans le cas du Salvador de migrations forcées. Forcées par le contexte de violences criminelles, de politiques

sécuritaires et d'autoritarisme politique. A cela s'ajoute les inégalités socio-économiques importantes, qu'il ne faut pas sous-estimer au profit des violences.

Cela peut expliquer l'évolution, perçue lors de la dernière décennie, d'une migration plus féminine et plus jeune. Les individus fuyant de fait des violences domestiques, sexuelles, physiques. A cela s'ajoute le manque d'opportunités scolaires et professionnelles. Cependant, la violence ne s'arrête pas avec la migration.

Les politiques migratoires étasuniennes, mexicaines et centraméricaines basées sur le contrôle des individus et la rétention des flux migratoires ont été facilitées par le contexte de pandémie de COVID-19. Des migrants ont été expulsés des États-Unis vers El Salvador, en pleine pandémie, démontrant la continuité de cette politique stricte de contrôle, peu importe les événements²²⁷. Cela témoigne également du manque d'intérêt des autorités étasuniennes comme salvadoriennes des droits des migrants et de leur santé. La question migratoire demeure une priorité pour les États-Unis, et le gouvernement salvadorien s'aligne sur les positions de Washington.

Le thème des migrations occupe une place centrale des agendas politiques en Amérique Centrale et du Nord. Cependant, le prisme sécuritaire et économique de ces phénomènes humains anciens ne permet pas une gestion adaptée et respectueuse des droits de l'Homme. A l'inverse, d'un bout à l'autre du processus migratoire, la principale continuité reste la violence. Une violence qui loin de freiner les mouvements humains ne fait que les accentuer tout en déstabilisant les sociétés d'accueils, que les politiques migratoires restrictives souhaitent protéger.

²²⁷ https://elfaro.net/es/202004/el_salvador/24320/El-Salvador-defiende-a-Estados-Unidos-y-niega-que-est%C3%A9n-llegando-deportados-con-COVID-19.htm, consultée le 03/06/2020.

Bibliographie :

Articles :

- BATAILLON Gilles, Amérique Centrale : Violences et pseudo-démocraties (1987-2018), La Découverte, Hérodote, 2018/4, Numéro 171, pages 67 à 88.
- CÁCERES Luis René "Consideraciones Sobre La Dolarización En El Salvador." Realidad 128 (2017): 209-41.
- CÁCERES, Luis René, Desindustrialización, trabajo y violencia en El Salvador, Revista de la CEPAL N 125, agosto de 2018.
- CANTOR David James, « As deadly as armed conflict? Gang violence and forced displacement in the northern Triangle of Central America », Agenda Internacional, Año XXIII No 34, 2016, pages 77-97.
- CASILLAS Rodolfo, Las Rutas de los Centroamericanos por México, un Ejercicio de Caracterización, Actores Principales Y Complejidades, Migración Y Desarrollo, 2008 Primer Semestre, pp. 157-174.
- CHÁVEZ Joaquín, An Anatomy Of Violence In El Salvador, NACLA Report on the Americas, 01 May 2004, Vol.37(6), pp.31-37.
- CHÁVEZ Joaquín, How Did The Civil in El Salvador End ?, American Historical Review, 2015 Dec, Vol.120(5), pp.1784-1797
- CRUZ José Miguel, Central American maras : from youth street gangs to transnational protection rackets, Global Crime, Vol.11, No.4, November 2010, 379-398.
- CRUZ, José Miguel. "Maras and the Politics of Violence in El Salvador." *Global Gangs: Street Violence across the World*, edited by Jennifer M. Hazen and Dennis Rodgers, by Sudhir Venkatesh, University of Minnesota Press, 2014, pp. 123–144.
- DE JESUS Maria, HERNANDES Carissa, Generalized Violence as a threat to health and well-being : A qualitative Study of Youth Living in Urban Settings in Central America's « Northern Triangle », International Journal of Environmental Research and Public Health, 2019.
- DOBBINS, James, Laurel E. MILLER, Stephanie PEZARD, Christopher S. CHIVVIS, Julie E. TAYLOR, Keith CRANE, Calin TRENKOV-WERMUTH, and Tewodaj MENGISTU. "El Salvador." In *Overcoming Obstacles to Peace: Local Factors in Nation-Building*, 67-92. RAND Corporation, 2013.

- DOMINGUEZ VILLEGAS Rodrigo et RIETIG Victoria, Migrants deported from the United States and Mexico to the Northern Triangle, A Statistical and Socioeconomic Profile, september 2015, The Regional Migration Study Group, Migration Policy Institute.
- DURAND, Jorge, DOUGLAS S Massey. "New World Orders: Continuities and Changes in Latin American Migration." *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 630.1 (2010): 20-52.
- FARAH Douglas, Central America's Northern Triangle: A time for turmoil and transitions, *PRISM*, Vol.4, No.3 (2013), pp. 88-109.
- FARET Laurent, Enjeux migratoires et nouvelle géopolitique à l'interface Amérique Latine-États Unis, *La Découverte, Hérodote*, 2018/4, Numéro 171, pages 89 à 105.
- FLORES-MACÍAS, Gustavo A. "Making Migrant—Government Partnerships Work: Insights from the Logic of Collective Action." *Political Science Quarterly*, vol. 127, no. 3, 2012, pp. 417–443.
- GARNI Alisa, Weyher L. Frank, Dollars, « Free Trade », and Migration, The combined forces of alienation in postwar El Salvador, *LATIN AMERICAN PERSPECTIVES*, Issue 192, Vol.40 No.5, September 2013, pages 62-77.
- GÓMEZ-JOHNSON, Cristina. (2015). De la migración económica a la migración forzada por el incremento de la violencia en El Salvador y México. *Estudios Políticos*, 47, Instituto de Estudios Políticos, Universidad de Antioquia, pp. 199–220.
- GZESH, Susan. "Una Redefinición De La Migración Forzosa Con Base En Los Derechos Humanos." *Migración Y Desarrollo* 10 (2008): 97-126.
- HERNANDEZ, Wilson. 2019. Costos sociales de la victimización en América Latina: Percepción de inseguridad, capital social y percepción de la democracia. *Latin American Research Review* 54(4), pp. 835–853.
- JORGE DURAND, DOUGLAS S. MASSEY, New world orders, Continuities and changes in latin american migration, *The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, Vol.630, International Migrations in the Americas (July 2010), pages 20-52.
- JÜTERSONKE, Oliver, MUGGAH Robert, RODGERS Dennis, ABRAHMESEN Rita, HUBERT Don, WILLIAMS Michael C. "Gangs, Urban Violence, and Security Interventions in Central America." *Security Dialogue* 40.4-5 (2009): 373-97.
- KNOX Vickie, Les facteurs qui influencent la prise de décision de ceux qui fuient l'Amérique Centrale, Amérique Latine et Caraïbes le prolongement d'une tradition de protection, *Revue Migrations Forcées*, No 56, octobre 2017.
- LUNDQUIST Jennifer H, MASSEY Douglas, Politics or Economic? International Migration during the Nicaraguan Contra War, *J.Lat.Amer.Stud*, No 37, Cambridge University Press, 2005, pages 29-53.

- MENJIVAR Cecilia, GÓMEZ CERVANTES Andrea, El Salvador: Civil War, Natural Disasters, and Gang Violence Drive Migration, Migration Policy Institute.
- NELSON POLLARD Suzanna, La violence criminelle au Honduras comme moteur déplacement, Amérique Latine et Caraïbes le prolongement d'une tradition de protection, Revue Migrations Forcées, No 56, octobre 2017.
- PARÍS-POMBO María Dolores, Migraciones Forzadas Desde El Triángulo Del Norte De Centroamérica, Revista Antropología Americana, Vol.1 Num.1, 2016. pp.11-32.
- PARÍS-POMBO, María Dolores. "Trayectos Peligrosos: Inseguridad Y Movilidad Humana En México." Papeles De Población 22.90 (2016): 145-72
- PEÑA, Werner, RIVERA, María Elena, Dividendo demográfico y migración en El Salvador : ¿cuánto se ha perdido ?, Notas de Población N 106, enero-junio de 2018, págs. 285-314.
- PERAZA, Xiomara. "Migrant-Local Government Relationships in Sending Communities: The Power of Politics in Postwar El Salvador." Migraciones Internacionales 4.3 (2008): 105-30.
- PRADO PÉREZ, Ruth Elizabeth. "Better Governance to Fight Displacement by Gang Violence in the Central American Triangle." Migraciones Internacionales 9.2 (2017): 237-43.
- REYES Miguel, Violence in Times of PEACE: A Reading Jubilee from the Northern Triangle of Central America, Transformation, 2019, Vol 36, pages 76-88.
- ROJAS-FLORES, Lisseth, HWANG KOO, Josephine, MEDINA VAUGHN Jennifer. "Protecting U.S.-Citizen Children Whose Central American Parents Have Temporary Protected Status." International Perspectives in Psychology: Research, Practice, Consultation 8.1 (2019): 14-19
- RICHANI Nazih, State Capacity in Postconflict Settings: Explaining Criminal Violence in El Salvador and Guatemala, Civil Wars, Vol 12, No.4 (december 2010), pages 431-455.
- Rügger, Seraina, and Heidrun Bohnet. "The Link between Forced Migration and Conflict." Environmental Conflicts, Migration and Governance, edited by Tim Krieger et al., 1st ed., Bristol University Press, Bristol, 2020, pp. 177–196.
- RUHL Mark, Political Corruption in Central America: Assessment and Explanation, Latin American Politics and Society, Vol.53, Cambridge University Press, 2011, pp 33-58.
- RUIZ SOTO Ariel G, DOMINGUEZ-VILLEGAS Rodrigo, ARGUETA Luis, CAPPS Randy, Sustainable Reintegration : Strategies to support migrants returning to Mexico and Central America, january 2019, Migration Policy Institute.

- Migraciones Internacionales, Crisis Y Vulnerabilidades. Perspectivas Comparadas, ANGUIANO TÉLLEZ María Eugenia, CRUZ PIÑEIRO Rodolfo, Coordinadores. Íconos: Revista De Ciencias Sociales 58 (2017).
- TORRE-CANTALAPIEDRA Eduardo, YEE-QUINTERO José Carlos. "México ¿una Frontera Vertical? Políticas De Control Del Tránsito Migratorio Irregular Y Sus Resultados, 2007-2016." *Liminar: Estudios Sociales Y Humanísticos* 16.2 (2018): 87-104.
- VARELA HUERTA Amarela, La trinidad perversa de la que huyen las fugitivas centroamericanas : violencia feminicida, violencia de estado y violencia de mercado, Universidad Autónoma de la Ciudad de Mexico, Ciudad de Mexico, Mexico.
- VILLALOBOS Osmar, RAMÍREZ Rubén. Gubernamentalidad Necropolítica Y Resistencia Al Destino De La Muerte En El Sistema Migratorio Mesoamericano, *Revista Antropologica del Sur*, Año 6, Num 12, 2019, pages 11-38.
- Warren, Robert, and Donald Kerwin. "A Statistical and Demographic Profile of the US Temporary Protected Status Populations from El Salvador, Honduras, and Haiti." *Journal on Migration and Human Security* 5.3 (2017): 577-92.
- WOOD Charles H, GIBSON Chris L, RIBEIRO Ludmila, HAMSHO-DIAZ Paula, Crime victimization in Latin America and intentions to migrate to the United States, *The International Migration Review*, Vol.44, No 1 (spring 2010), pages 3-24.

Lois:

- Ley De Migracion, Nueva Ley publicada en el Diario Oficial de la Federación el 25 de mayo de 2011.
- 0800 Ramo de Relaciones Exteriores, presupuesto 2019.

Rapports :

- Caracterización de la movilidad interna a causa de la violencia en El Salvador, Informe Final, Marzo 2018, Ministerio de Justicia Y Seguridad Pública, Gobierno de El Salvador.
- GABORIT Mauricio, ZETINO DUARTE Mario, BRIOSO Larissa, PORTILLO Nelson, La Esperanza Viaja Sin Visa : Jóvenes y Migración Indocumentada en El Salvador, UNFPA-UCA, San Salvador (2012).
- HUMAN RIGHTS WATCH *Deported to Danger, United States Deportation Policies Expose Salvadorans to Death and Abuse*, 2020.
- IOM UNMIGRATION, *Perfil de gobernanza sobre la migracion : la Republica de El Salvador*, mayo 2018.

- Organised crime and Central American migration in Mexico, dir. Stephanie Leutert, Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, Policy Research Project Report on Mexico's Migratory Policy, number 198, June 2018.
- Política Nacional para la Protección y Desarrollo de la Persona Migrante Salvadoreña y su Familia, Gobierno de El Salvador, julio 2017.
- PLEITEZ William, Situación económica, política y social en la actualidad de El Salvador, PNUD, San Salvador, 13 de agosto de 2014.
- PRING, Coralie, Jon VRUSHI, and Caryn PEIFFER. *GLOBAL CORRUPTION BAROMETER LATIN AMERICA & THE CARIBBEAN 2019: CITIZENS' VIEWS AND EXPERIENCES OF CORRUPTION*. Report. Transparency International, 2019. 8-15.
- Lorena Guzmán Elizalde, Estudio Regional sobre Políticas Públicas de Integración de Migrantes En Centroamérica y México, coord. Nancy Pérez García, Karla Silvia Meza Soto. Sin Frontera, Mexico, 2014.
- The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Insight Crime, Una Cultura Criminal, extorsion en Centroamerica , mayo 2019.

Livres :

- Schor, Ralph. "Simon Gildas, Dictionnaire Des Migrations Internationales. Approche Géohistorique." *Revue Européenne Des Migrations Internationales* 32.3 (2016): 365-68.
- Scioldo-Zürcher, Yann, Marie-Antoinette Hily, and Emmanuel Ma Mung. *Étudier Les Migrations Internationales*. Tours: Presses Universitaires François-Rabelais, 2019.

Sites :

- <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>, page consultée le 27/02/2020.
- <https://www.eleconomista.net/economia/Gobierno-salvadoreno-propone-presupuesto-de-6733-millones-23-mas-que-2018-20180928-0027.html>, page consultée le 01/02/2020.
- <https://www.globalsecurity.org/military/world/war/elsalvador2.htm>, page consultée le 05/02/2020.
- https://elfaro.net/es/201909/el_salvador/23649/El-Salvador-lanza-su-patrulla-fronteriza-y-se-une-a-ola-de-complacencia-regional-a-Trump.htm, page consultée le 17/05/2020.
- https://elfaro.net/es/201902/el_salvador/23041/EUA-vuelve-a-criminalizar-a-las-caravanas-migrantes-y-Centroam%C3%A9rica-enmudece.htm, page consultée le 17/05/2020.

- https://elfaro.net/es/201909/el_salvador/23670/El-acuerdo-que-convirti%C3%B3-a-El-Salvador-en-otro-c%C3%B3mplice-de-Trump.htm, page consultée le 17/05/2020.
- <https://elfaro.net/es/202005/columnas/24393/La-nueva-generaci%C3%B3n-de-autoritarios-latinoamericanos.htm>, page consultée le 17/05/2020.
- https://elfaro.net/es/202004/el_salvador/24320/El-Salvador-defiende-a-Estados-Unidos-y-niega-que-est%C3%A9n-llegando-deportados-con-COVID-19.htm, consultée le 03/06/2020
- https://elfaro.net/es/202001/el_salvador/23938/La-ONU-propuso-una-Cic%C3%ADes-como-la-de-Guatemala-y-Bukele-prefiri%C3%B3-la-de-la-OEA.htm, consultée le 15/06/2020.
- <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/la-confusa-lucha-contra-la-corrupcion-del-fiscal-general-de-el-salvador/>, page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/noticias/noticias-del-dia/el-salvador-omite-datos-clave-homicidios/>, page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/investigaciones/actores-criminales-actores-estatales-corruptos/> page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/noticias/noticias-del-dia/magnate-y-exfiscal-general-el-salvador-dirigian-crimen-organizado/>, page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/investigaciones/el-arreglista-y-la-oportunidad-perdida-de-la-policia-de-el-salvador/>, page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/cicies-bukele-el-salvador-papel/>, page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/noticias/noticias-del-dia/menos-homicidios-en-el-salvador-no-son-producto-de-plan-de-seguridad-de-bukele/>, page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/presidente-de-el-salvador-dinero-de-pdvsa/>, page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/juicio-politico-expresidenciable-el-salvador-por-nexos-con-pandillas/>, page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/enjuiciamiento-funcionarios-el-salvador/>, page consultée le 17/05/2020.
- <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/presidente-salvador-beneficia-juicios-contrarivales/>, consultée le 17/05/2020.

- <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/gamechangers-2019-triangulo-norte-combate-corrupcion/>, consultée le 17/05/2020.